

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 16 MAI 1979 - N°916

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

38^e Congrès CFDT :

**«Être critique,
c'est aussi être
constructif»**

La voie refusant le «recentrage» à droite, la voie affirmant que la seule solution est la construction d'un rapport de forces dont ont besoin les travailleurs, la voie de l'efficacité s'est fait entendre au Congrès de Brest. On l'entendra bientôt et plus fort sur le terrain. Elle ira en se renforçant d'ici le 39^e Congrès...

Lire notre dossier en pages 6 et 7

Après le 23^e Congrès : la place des luttes dans la tactique du PCF

Les appels à la lutte lancés de la tribune du 23^e congrès du PCF ne sont pas feints. Le PCF qui s'est investi dans des luttes ces derniers mois va poursuivre dans ce sens. Ceci correspond à trois objectifs : faire ses preuves vis-à-vis du PS, chercher des adhérents et tenter de refaire son unité interne. Pour autant, ses problèmes ne sont pas résolus...

Lire en page 9

Reprise du travail à Manufrance

Protocole d'accord signé lundi soir devant le tribunal de commerce de Saint-Etienne entre les différentes parties intéressées à la marche de Manufrance, dont la ville de Saint-Etienne. L'accord s'est fait sur le plan proposé la semaine dernière, où 609 licenciements sont décidés : 188 départs «volontaires», 292 stages de formation assortis d'une promesse d'embauche si «les affaires reprennent» et 129 mises en retraite anticipées. La «vieille dame» reprend à ce prix ses activités...

Dans la sidérurgie «performante» TROIS MOIS DE LUTTE A SOLMER (Fos-sur-Mer)

**Un avantage pour les grévistes :
les stocks sont au plus bas**

Le mouvement de grève à la Solmer (Fos-sur-Mer) dure, depuis près de 3 mois, sous une forme ou sous une autre. A la suite de l'arrêt de travail, dans la nuit de jeudi à vendredi, la direction menaçait : «Si le mouvement ne cesse pas avant ce soir, l'usine sera fermée». Elle poussait ridiculement les menaces jusqu'à une «fermeture définitive» (!) de l'usine, la plus «performante» d'Europe...

Mardi matin, les sidérurgistes manifestaient à Marseille où des négociations se tenaient sous l'égide de la Direction du travail.

Par ailleurs, le 17 mai, jour d'une rencontre entre les fédérations de la métallurgie et le ministre du Travail, la CGT appelle les sidérurgistes de toute la France à organiser une «journée sans acier».

Lire en page 3

- 300 F pour tous
- 5^e équipe
- 35 heures sans diminution de salaire
- Suppression des licenciements des militants syndicaux

Lire en pages 4 et 5 le point sur la situation à Longwy après la grève d'Usinor-Senelle

Amnesty International révèle UNE CENTAINE D'ENFANTS TUÉS PAR BOKASSA, IL Y A 1 MOIS



**Ils avaient refusé
de porter un uniforme
d'écolier qui coûtait
1 mois de salaire**

Des enfants de 8 à 16 ans avaient commis un crime de lèse-majesté Bokassa premier : ils avaient refusé de porter un uniforme scolaire fabriqué par la famille de l'empereur et dont l'obligation d'achat revenait à un mois de salaire.

Le 18 avril, vient de révéler Amnesty International, la garde impériale raflait une centaine d'entre eux et les tuait sous la torture. Depuis cette date, le mouvement de révolte populaire qui parcourt tout le pays n'a pas cessé.

Les richesses en uranium et en diamants du Centrafrique expliquent l'intérêt que Giscard porte à ce régime dont il a financé les cérémonies de couronnement en 1977. L'impérialisme français aura de plus en plus de mal à justifier son soutien à de tels régimes antipopulaires qu'il défend plus contre les mouvements populaires que contre des interventions extérieures dans le cadre de son projet de «force inter-africaine» sous direction française.

Lire en page 11

U.R.S.S. Le «bilan globalement positif» dont parle Marchais C'EST L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME

«Nous constatons en premier lieu que la réalité essentielle de ces pays est avant tout d'avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation du travail aux seules fins du profit privé (...). Ce que nous constatons également, c'est que la croissance économique des pays socialistes, bien qu'elle se soit quelque peu ralentie ces dernières années, demeure largement plus rapide que celle des pays capitalistes en crise (...). Au contraire du capitalisme, cette croissance s'est en effet effectuée, sans chômage, c'est-à-dire avec pour chacun la sécurité du lendemain. Elle s'est effectuée sans inflation massive, c'est-à-dire sans ces augmentations des prix qui laminent dans les pays capitalistes le pouvoir d'achat des travailleurs. Elle s'est effectuée sans aggravation des cadences et des conditions de travail, c'est-à-dire sans augmentation de l'exploitation qui caractérise le système capitaliste».

C'est en ces termes que Marchais, dans son rapport au 23^e congrès du PCF justifie, entre autres arguments, «le bilan globalement positif», d'un pays comme l'URSS. Et pour se faire sans doute plus convaincant, il brandit un extrait d'une contribution à la tribune de discussion de *L'Humanité*, envoyée par la cellule des ouvriers spécialisés de la section Peugeot-Sochaux. La manipulation est autant éculée que grossière : opposer aux militants (entendez intellectuels) du PCF accusés dans ce même rapport de «céder peu ou prou à la pression de cette énorme campagne» qui vise à «donner aux peuples» une image repoussante, désespérante du socialisme, une adhésion ouvrière au régime soviétique. Mais elle vise aussi un autre but. Si tous les militants critiques du PCF sont unis sur la dénonciation de la répression, la violation des droits de l'homme et des libertés

démocratiques, certains déclarent qu'il existe en URSS «des morceaux de socialisme», un «pré-socialisme», les moyens de production n'y étant plus privés à la différence des pays capitalistes. Il s'agit pour Marchais de marteler une argumentation qui convainc toujours certains.

N'en déplaise aux Marchais et autres, les lettres d'ouvriers soviétiques, les documents publiés par les groupes de l'opposition démocratique révèlent une réalité qui est une négation pure et simple de la réalité radieuse de la propagande officielle. Dans les ateliers du modèle soviétique comme dans les usines capitalistes, c'est la même insécurité dans le travail, les mêmes chefs ; dans l'organisation de la production, la même anarchie, le même gaspillage ; dans les cités ouvrières, des difficultés semblables sinon pires pour boucler les fins de mois, manger à sa faim, être logé décemment. L'exploitation de l'homme par l'homme est devenue «la réalité essentielle».

Certes, et il faut rendre cette justice à Georges Marchais, l'exploitation du travail ne se fait pas aux seules fins du profit privé. Ceux qui tirent profit de l'exploitation ne sont plus des capitalistes privés, propriétaires des moyens de production. Ceux-ci appartiennent bien à l'Etat. Mais cet Etat — et les textes publiés ci-dessous en sont une démonstration accablante — cet Etat n'est plus celui des ouvriers et des paysans. Il est aux mains des dirigeants du PCUS et des syndicats, des directeurs d'entreprises nommés par le parti, d'une nouvelle bourgeoisie d'exploiteurs qui, eux, «ne se privent pas» comme l'écrit Léonid Sery, «qui ont tout et même plus».

Joëlle FECLAZ

«Je travaille comme tourneur dans le port de pêche d'Iltchev. Nous réparons les baleiniers et les navires de pêche. Mon salaire est de 180 à 200 roubles par mois.

«TECHNIQUEMENT, NOUS TRAVAILLONS DE FAÇON INEPTÉ»

Le travail chez nous présente de grandes déficiences. Nous travaillons à la pièce, sur plans et instructions écrites. Cependant en nous présentant le matin on ne nous donne pas d'instructions et nous ne les voyons pas avant la fin du mois. Techniquement nous travaillons de façon inepte, nous fabriquons souvent des pièces dans des matières autres que celles requises par la technologie. Il y a beaucoup de déchets, à cause de déficiences technologiques et d'erreurs dans les schémas et les dessins, et à cause de l'absence d'outils appropriés ; il manque des appareils de mesure et des outils tranchants, il n'y a pas de limes, de marteaux, de clefs, de meu-

les, il manque des pièces de rechange, les machines sont mal réglées. Chacun travaille avec son outil personnel (qu'il est également difficile de se procurer). La sécurité du travail est mal assurée, il y a beaucoup d'accidents, il s'en produit également à cause de l'absence de nombreux dispositifs de protection.

Nos normes de production sont souvent révisées, de manière à nous faire travailler plus en gagnant moins. Chaque année a lieu une assemblée pour conclure un nouveau contrat collectif ; à cette occasion, on propose à l'assemblée un «contrat» dans lequel le plan est accru de plusieurs pour cent, tandis que les salaires restent sur place.

«DES MOIS SANS VOIR DE LA VIANDE»

Les services sociaux des travailleurs sont mal organisés. Dans leur majorité, les ouvriers vont au travail à jeun, et restent ainsi jusqu'au repas du midi. Le réfectoire est très loin du lieu de

travail. Il n'y a pas d'eau potable dans l'atelier. Les repas sont mal préparés et coûtent cher. Pour manger au réfectoire il faut payer de 0,70 à 1 rouble et ce pour rester sur sa faim. Pour aller et revenir du travail nous avons notre propre transport (le transport doit toujours être assuré mais parfois il ne fonctionne pas) ; il faut le payer 4,50 roubles pour trois mois. Le salaire des ouvriers tourneurs est actuellement de 200 roubles en moyenne par mois.

Pour ces motifs, beaucoup d'ouvriers n'ont aucune envie de bien travailler, et certains boivent même de la vodka au travail, ce qui n'est pas sans influence non plus sur la situation que je décris...

Les prix montent dans les magasins, et au marché, il y a pénurie de produits alimentaires et de produits de consommation courante. De nombreux ouvriers, surtout lorsqu'ils ont des familles nombreuses, restent des mois sans voir de la viande, du lait, du beurre, et même le borchcht, sans parler des fruits, des lé-

gumes et d'autres aliments contenant des vitamines. Ils sont mal habillés. A vrai dire tout vêtement coûte si ce n'est tout un salaire au moins la moitié (un manteau, un costume, des chaussures, etc.). En fait, ils ne vivent pas, ils se traînent dans la misère comme moi et ma famille. Sur qui retombent en premier lieu les effets de la vie chère si ce n'est sur les ouvriers et les employés ayant de grandes familles ? On contraint les mères de familles nombreuses et les mères solitaires à prendre des carnets d'épargne. A celles qui ne les prennent pas, on ne donne pas d'allocations familiales (4 ou 7 roubles, lorsqu'on en reçoit autant).

De nombreuses personnes ont besoin aussi de logement. Il y a des gens qui attendent des appartements pendant des dizaines d'années. Les gens vivent où ils peuvent, dans les appartements d'autrui, dans de pauvres masures (dans les sous-sols, les greniers, dans les hangars en ruines) qui chez vous n'auraient même pas droit au nom de taudis.

De nombreuses familles ne supportent pas une telle vie et se disloquent, chacun accusant l'autre d'être responsable du fait qu'il n'y a pas d'appartement, de salaires et ainsi de suite. Ils se mettent à boire, pour ne plus penser à rien.

«IL Y A DES OUVRIERS QUI LUTTENT»

Mais il y a aussi des ouvriers et des employés qui luttent contre cette situation, ils écrivent aux journaux et aux revues, aux syndicats et même au gouvernement. Les uns espèrent en la justice et l'humanité, d'autres écrivent des lettres sans aucun espoir, ils dénoncent simplement toutes les insuffisances et parlent même de la responsabilité de nos dirigeants qui ont conduit le pays à une telle misère et une telle injustice. (Bien que dans ce domaine ceux-ci ne s'oublient ni ne se privent, au contraire, ils ont tout et même plus, nous laissant à nous la promesse d'un avenir radieux).

Mais on ne répond pas aux lettres, et certains à cause de telles lettres commencent à être poursuivis par les organes administratifs, la Milice, le KGB. Il en

a été et il en est ainsi avec tous ceux qui se sont permis de critiquer notre réalité. Il en a été et il en est ainsi avec moi : j'ai écrit de nombreuses lettres contenant des critiques et des propositions à de nombreuses instances et aucune d'entre elles n'a jugé nécessaire de répondre à mes lettres. Si j'appelaï les ouvriers à travailler plus, alors cela leur plairait et ils publieraient même ce que j'écris. Mais j'ai écrit sur les bas salaires, les prix élevés, sur la pénurie de nombreux produits, sur le vol et la corruption. J'ai écrit à propos de la mauvaise formation. J'ai écrit au sujet de nos syndicats qui ne défendent plus les intérêts de nos travailleurs, déjà depuis longtemps. Sur les persécutions dont font l'objet les individus et même des peuples entiers. Et que l'on poursuit les gens pour leurs opinions, j'ai pu m'en convaincre moi-même plus d'une fois par mon expérience personnelle. J'ai été conduit six fois au KGB et à la Milice pour des interrogatoires. Et le 3 novembre 1977 j'ai reçu du KGB un avertissement écrit selon lequel je serais jugé et condamné à 7 ans de prison et 5 ans d'exil. Je ne puis pas aller en prison car je suis le seul soutien de ma famille ; n'ai-je pas ma femme et sept enfants à charge ?

Il n'y a pas longtemps, un groupe d'ouvriers avec à leur tête Vladimir Klebanov a décidé de créer un syndicat qui défendrait réellement les droits des travailleurs, mais les autorités l'en empêchent de toutes les façons et jettent ses dirigeants derrière les barreaux. Voilà comment est notre vérité. Ta famille a faim mais tu peux te taire ; on te fait travailler pour rien mais ne te plains pas ; on te fait travailler au-dessus de la norme, et toi fais leur éloge, autrement on te mettra en prison. Si on ne donne pas à notre intelligentsia la liberté de création, de pensée et de parole, pour nos ouvriers c'est encore pire : c'est la liberté de gagner leur vie, de manger, de se reposer, de faire la grève et des'unir dans leurs syndicats qu'ils n'ont pas. N'est-ce pas vraiment l'esclavage ?

Cette lettre n'est pas datée mais d'après les cahiers du Samizdat elle n'est pas antérieure à février 1978.

La situation des ouvriers et des ingénieurs en URSS et ses aspects socio-politiques

Vadim Bielotserkousky, écrivain et journaliste a dû quitter l'URSS en 1972. Il a travaillé comme professeur de physique-chimie dans les écoles de la jeunesse ouvrière, puis comme correspondant ouvrier aux *Izvestia*.

UNE EXPLOITATION PHYSIQUE BRUTALE MAIS ARYTHMETIQUE

«Des périodes de travail extrêmement intensives — à la fin du mois, du trimestre, lors des périodes d'avant-lancement» dans la construction —, où toutes les normes et les lois sont bafouées, y compris celles sur la durée légale du travail ; ces périodes dites d'assaut se transforment ensuite en périodes d'inactivité forcée dues aux pénuries en matières premières, pro-

duits complexes, produits semi-finis, etc. Alors, brusquement, les salaires des travailleurs accusent une baisse. Avec cela, les «périodes d'assaut», ne compensent pas les pertes précédentes de salaires puisque la direction des entreprises réduit la rémunération des heures supplémentaires.

L'ANARCHIE BUREAUCRATIQUE DANS L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DANS LA GESTION

Ainsi qu'on pouvait le lire récemment dans le journal *Eko* de Novossibirsk, sous la plume de l'ingénieur Koulaguine : «Derrière chaque ouvrier productif, il y a une section entière de chefs. Et quand le premier dit «en avant !», le second ordonne «couchés !». Les règlements et

les normes se contredisent ; pour exécuter l'un, il faut violer l'autre et risquer ainsi d'être puni. L'anarchie culmine dans une pénurie permanente de tout et pour tous : équipements, outils, matières premières, etc. Ajoutons à cela la mauvaise qualité des installations qui sont souvent simplement inutilisables».

Il n'y a pas longtemps, les données suivantes se sont glissées dans les pages de la *Komsomolskaïa Pravda* : «Pour un ouvrier qui travaille dans la production des machines, deux ouvriers réparent les installations». Cela est dû au fait que la direction des entreprises néglige l'entretien et les réparations, car les ouvriers d'entretien ne sont pas portés en compte dans les plans de production, d'où une mauvaise organisation du travail qui en devient traumatisante.»

Solmer (Fos)

LA GREVE SE POURSUIVAIT LUNDI DEUX NOUVELLES PROCEDURES DE LICENCIEMENT CONTRE DES DELEGUES !

Alors que le lock-out était total, et que les deux hauts fourneaux marchaient toujours au ralenti malgré l'espoir de la direction vendredi de faire redémarrer l'un d'eux, une nouvelle assemblée

La première, mise en pratique dans les heures qui suivaient, était d'aller manifester à Martigues, localité proche. 800 personnes s'y rendaient, bloquant le pont qui verrouille l'essentiel de la circulation. L'Intersyndicale proposait en outre qu'ait lieu mardi matin une seconde manifestation, ou plutôt un sit-in, sur La Canebière, ce mardi étant en outre le jour où devait avoir lieu une réunion entre les syndicats et la direction, sous l'égide de la direction de la main-d'œuvre.

L'USINE A NOUVEAU BLOQUEE

Où en était-on plus précisément à la Solmer lundi dans la journée ? Aucune installation ne marchait, et cela après le lock-out dé-

crété vendredi soir par la direction, lock-out décidé après la grève des aciéristes de l'équipe de nuit, au moment où le haut fourneau n°2 commençait à cracher de la «bonne» fonte...

Seule la cokerie continue de tourner pour des impératifs techniques : son arrêt entraînerait son inutilisation définitive. Sur les 7 100 travailleurs de l'entreprise, 5 400 personnes ne travaillent pas. L'essentiel (outre les équipes de sécurité et le personnel de cokerie) du personnel travaillant est composé d'ingénieurs, de techniciens et d'une partie de la maîtrise.

Aucune installation ne marche et pourtant la direction aura tout fait en fin de semaine dernière pour qu'il en soit autrement ! Jeudi, alors que les

générale s'est tenue lundi à la Solmer de Fos. A cette réunion à laquelle ont participé 1 800 à 2 000 travailleurs, les syndicats ont proposé deux initiatives.

aciéristes de l'équipe de nuit se mettaient en grève, la direction menaçait : «Si le mouvement ne cesse pas avant ce soir, l'usine sera fermée». Cela n'y faisait rien, les aciéristes du poste du matin, puis ceux de l'après-midi refusaient également de reprendre le travail. C'était le lock-out, la menace de fermeture définitive (!) encore une fois si le travail ne reprenait pas ! Rien n'y a fait.

REPRESSION ACCENTUEE

Alors, la direction a brusquement durci le ton, franchissant un pas supplémentaire dans son intransigence, son attitude répressive, croyant par là faire céder cette fois les grévistes. Alors que trois procédures sont déjà en-

gagées contre les délégués syndicaux (Claireau de la CFDT, Dees et Villaz de la CGT), deux nouvelles procédures viennent d'être engagées contre deux responsables CGT ; il s'agit des délégués Jack, Bidart et Soares !

Pire, un bruit — encore non officiel certes — court : trois demandes de licenciements supplémentaires seraient en route ! La direction de la Solmer espère bien sûr par ces nouveaux actes de répression intimider les grévistes. Elle semble oublier un peu vite que la levée des premières sanctions a été une des raisons du lancement de la grève à l'aciérie jeudi soir.

Une chose est en tous cas sûre : on voyait mal

lundi soir ce qu'il pourrait dans ces conditions ressortir de l'entrevue entre la direction et les syndicats ce mardi matin, la première depuis la fin avril, où se tenait la réunion du Comité d'entreprise et pendant laquelle le directeur, Vidal, était «retenu»...

UN ATOUT DES GREVISTES : LA BAISSSE DES STOCKS

Ce n'est pas la première fois qu'en quelques semaines, la direction de la Solmer utilise le lock-out. Avec cette arme antigreve qui est fondamentalement une arme de division, la direction de la Solmer cherche à priver de leur salaire des milliers de travailleurs qu'elle renvoie chez eux, espérant bien sûr retourner les lock-outés contre les grévistes, accusés d'être responsables pour l'occasion de ce «chômage forcé». Il est

indéniable que les salaires s'en ressentent. Il reste que jusqu'ici l'objectif poursuivi en la matière par la direction — la division — n'a pas été atteint. La meilleure preuve en a encore été fournie, lundi matin, où l'assemblée générale a vu la participation de travailleurs de l'ensemble des secteurs et équipes.

Le mouvement de grève à la Solmer qui, sous une forme ou une autre, dure depuis près de trois mois, se solde par une baisse de production importante (ainsi 90 000 tonnes au mois d'avril), entraînant, dit-on, une baisse considérable des stocks de tôle chez les constructeurs automobiles ainsi que dans d'autres industries moins importantes. Dans l'automobile, les stocks ne seraient plus que de huit jours.

C'est là un moyen de pression dont sauront se saisir les grévistes de la Solmer !

Romans (Drôme)

LA S.E.I.N. occupée par les ouvriers

Depuis plusieurs années et à peu près toujours à la même période de l'année, la colère gronde chez les métallurgistes de la Drôme et de l'Ardèche. Après les grèves à Caravelair, S.F.M.M. Chambon, la Voulte, Toussait Devillbiss, une fois de plus les ouvriers de la S.E.I.N. (construction électrique) sont entrés en lutte. Après une série de débrayages tournants commencés depuis le 16 mars et qui totalisent jusqu'à présent 65 heures de grève, les ouvriers de la S.E.I.N. ont décidé l'occupation de l'usine le 7 mai. C'est majoritairement que la grève a été suivie dans le collège ouvrier. Ce n'est pas une grève contre les licenciements, mais une grève pour l'augmentation

générale des salaires et l'amélioration du pouvoir d'achat : 3 000 F minimum, le 13^e mois et prime de vacances, 5^e semaine de congés et pour aller progressivement aux 35 heures sans réduction de la paye. Face à ces revendications, le patronat suivant les consignes patronales refuse en bloc de céder aux travailleurs.

Adoptant la tactique habituelle que l'on a pu constater à chaque fois dans la région, d'intimidation, d'intoxication, de provocation, la direction de S.E.I.N. envoie huissier sur huissier, traîne les délégués devant les tribunaux en vue de l'expulsion des travailleurs, provoque les piquets de grève, tente de diviser la population de Romans et d'empêcher la

solidarité avec les grévistes en faisant passer des articles mensongers dans *Le Dauphiné libéré*, gonfle les salaires des ouvriers, fait distribuer des tracts sur le marché par les cadres, ce qui est mal accueilli par la population.

A cela les sections CGT et CFDT dans l'unité d'action ont diffusé plusieurs tracts avec la photocopie du bulletin de salaire d'un ouvrier, rétablissant la vérité : base mensuelle pour un O.S. coef 155 : 2 185 F plus réduction du temps de travail, plus prime générale et prime de rendement très variables bien sûr. Pendant l'occupation des délégués passent chez les ouvriers d'accord avec la grève mais pas avec l'occupation, pour discuter

avec eux, leur dire où ça en est, afin de les rallier à la lutte. Le patronat préfère une perte d'argent (65 millions par jour), supérieure à la satisfaction des revendications (22 millions par an), que de céder.

Tout le monde sait aussi que dans la métallurgie de la région, il existe une caisse noire permettant au patronat de tenir le coup. Aussi il est nécessaire que la solidarité soit prise en main par les sections syndicales et dans les quartiers, ainsi que la coordination des luttes au niveau de la métallurgie de la région car c'est tous ensemble que nous ferons céder les patrons !

Correspondants
PCML, PCR ml

● S.A.M : portes ouvertes dans la rue



A l'initiative de l'UD CGT et des comités de soutien : a eu lieu samedi 12 une importante journée de solidarité avec les grévistes de la SAM qui entament leur 5^e semaine de grève.

L'après-midi, en plein centre piéton de Chartres, de nombreux travailleurs ont pu manifester leur soutien aux grévistes, autour de panneaux retraçant les grands moments du conflit et montrant les conditions de travail à l'aide de photographies.

Le soir, plusieurs centaines de personnes participaient à une soirée populaire de soutien.

● Les suites du 23 mars

Après l'alourdissement des peines prononcées contre des manifestants du 23 mars, le lycée Paul-Valéry à Paris était occupé pour exiger la libération de l'un de ses élèves, Gilles Desraisses (condamné en appel à 18 mois de prison dont 6 avec sursis).

Ce mardi, les profs et parents d'élèves organisaient une journée «lycée mort» pour exprimer les mêmes exigences.

Ce mardi également comparaitra devant la chambre d'accusation Pierre Lamy, travailleur hospitalier à Montreuil, le seul interpellé qui ait échappé à la procédure de flagrant délit. Il n'en est pas moins détenu à la prison de Fresnes, et la chambre d'accusation doit statuer sur sa demande de mise en liberté provisoire, la seconde entreprise par les avocats de Pierre Lamy. En effet, le juge d'instruction avait ordonné une telle décision, mais le parquet avait immédiatement fait appel, et la chambre d'accusation l'avait refusée.

● Rapatriement sanitaire... pour Saint-Anne

En 1970, Alex Dupont, Français d'origine malgache, est embauché par l'Office de recherches scientifiques et techniques d'Outre-mer (ORSTOM), en qualité d'assistant de recherche. Il pratique ses activités professionnelles à Madagascar, où, en raison des troubles, l'office, décide de suspendre ses activités dans l'île. Alex Dupont décide néanmoins d'y rester, et pendant trois ans vit d'expédients en raison des obstacles mis en place par les autorités malgaches à l'encontre de l'embauche des étrangers et notamment des Français.

Au bout de ce laps de temps, Alex Dupont décide de revenir en France, mais ne disposant pas de moyens financiers s'adresse au consulat qui accepte le rapatriement sanitaire. Dès son arrivée à Orly, Alex Dupont est dirigé sur l'hôpital psychiatrique de Saint-Anne à Paris, où il est depuis retenu contre son gré. Or, la condition pour qu'il sorte de cet établissement, où les médecins reconnaissent qu'il n'a pas de

traitement à y subir, est qu'il trouve du travail et un logement. Deux choses impossibles tant qu'il est maintenu en placement d'office à Saint-Anne...

Devant cette situation kafkaïenne et cette nouvelle manifestation de l'arbitraire, Alex Dupont et son avocat viennent de porter plainte contre X avec constitution de partie civile pour «arrestation et détention arbitraire, séquestration de personne, internement abusif et illégal, coups et blessures volontaires».

● Manifestation contre la centrale du Pellerin

Quatre agriculteurs accusés d'avoir dérobé des documents à un agent de l'EDF venu négocier l'achat d'un terrain pour le site de la centrale du Pellerin ont été arrêtés mardi dernier, puis remis en liberté. Vendredi, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Nantes pour protester contre cette arrestation.

LUTTES OUVRIERES

LUTTES OUVRIERES

ELEVES INFIRMIERES EN LUTTE :

APRES LA COORDINATION DE CHATEAUROUX

Des représentantes du mouvement des élèves infirmières en lutte se sont retrouvées les 12 et 13 mai à la coordination nationale de Châteauroux. Il s'agissait de faire le bilan des luttes menées.

Rappelons que les élèves infirmières qui, pendant leur stage, assurent un travail gratuit, remplaçant le personnel hospitalier manquant, ne reçoivent pas de ce fait de réelle formation au niveau de leur stage. Elles se battent pour le paiement des stages à plein temps, contre la répression et la sélection arbitraire des conseils techniques, pour un emploi assuré pour tous les diplômés, pour l'augmentation des effectifs du personnel hospitalier, pour la liberté d'expression, de réunion et d'affichage dans les écoles, l'accès aux circulaires administratives concernant leur statut. A Paris, 23 écoles sur 30 s'étaient mobilisées pour la journée nationale d'action du 28 mars. En province, diffé-

rentes actions ont été menées : grèves, popularisation de la lutte. Prenons pour exemple Châteauroux où 75 % des élèves ont fait grève, Toulouse où une action a été menée auprès de la population (seulement 4 élèves sur 150 seront employées au centre hospitalier régional après le diplôme d'Etat). Le Mans où une semaine de grève soutenue par les syndicats de l'hôpital a permis une réelle information sur toute l'école. Ils ont obtenu que les délégués soient admis au conseil technique. A Bordeaux, où une grève s'est déclenchée à la suite de l'exclusion d'une élève par le conseil technique, une coordination, regroupant 5 écoles de Bordeaux (sur 6 que compte la ville), plus

notamment de la journée d'action du 28 mars (cf QdP n°885 du 30 mars), de dégager les perspectives de lutte pour l'avenir et de parvenir à une meilleure structuration du mouvement.

récentement un hôpital psychiatrique, a été mise en place.

La coordination a débattu de la structuration de la lutte, de son extension au niveau des écoles d'infirmières et plus largement à des catégories d'élèves en formation, tels que les élèves infirmiers psychiatriques, les élèves aide-soignants, les élèves manipulateurs radios, etc., catégories confrontées à des problèmes qui rejoignent en partie ceux des élèves infirmières.

Parmi les perspectives d'action, l'éventualité d'une marche sur Paris a été envisagée. Par rapport aux organisations syndicales, la coordination veut garder son autonomie complète, tout en acceptant un soutien qui ne vise

en aucun cas à prendre la direction du mouvement. Notons la présence en début de séance d'un représentant national CGT de la section sanitaire et sociale venu proposer son appui. Notons que jusqu'ici, la CGT disait soutenir le mouvement des élèves infirmières mais refusait de reconnaître la coordination. Rappelons en dernier lieu la menace qui pèse sur le statut des élèves infirmières que le pouvoir veut rendre universitaire dans un proche avenir, ce qui renforcera gravement la sélection. Il faut donc être prêts à se mobiliser sur cet objectif dès maintenant.

Corr. Elève infirmière
Hôpital de Bicêtre

BENDIX (Drancy) :
LE PROCES D'UN PATRON ASSASSIN

Ce mardi, le procès intenté par la CFDT au patron Bendix s'ouvre à Bobigny. Objet de la plainte : la mort d'un travailleur algérien le 28 juin 1976. Ce jour-là, Mohammed Mezzi avait eu la tête écrasée sous une presse de 600 tonnes.

La presse était moderne. Les systèmes de sécurité aussi. Et ils étaient nombreux. Mais, soit qu'ils n'aient pas fonctionné, soit qu'ils aient été mis hors d'état de fonctionner, ils

n'ont pas empêché la mort de ce travailleur. Depuis quelque temps, les conditions de travail avaient été modifiées. Au lieu de deux hommes pour faire marcher la machine, on en avait mis un seul. Alors que les deux ouvriers devaient réaliser 430 pièces à l'heure, Mohammed Mezzi devait, tout seul, en réaliser au minimum 448 et au maximum 540.

Naturellement, pour réaliser ces petits tours de force, la maîtrise avait

quelque peu manipulé les systèmes de sécurité : des petits trucs qui annulaient leur fonctionnement avaient été mis en place pour accélérer le mouvement ; un système normalement réglé pour se bloquer au bout de dix secondes avait été réglé sur 35...

Chez Bendix à Drancy, on venait de procéder à des « dégraissages ». Par tout dans l'usine, les cadences augmentaient pour tenir la production avec moins d'hommes ; les machines étaient de moins en

moins entretenues, le taux d'accidents ne cessait de monter. L'ingénieur chargé de la sécurité s'en était inquiété au point d'écrire à ce sujet une lettre au Comité d'entreprise. On avait alors trouvé les moyens de le mettre à l'écart.

Un procès exemplaire, donc : c'est la manière dont toute la classe ouvrière paie aujourd'hui, y compris de sa vie, l'organisation du chômage par le capital, qui se trouve mise en cause à Bobigny.

● 4^e festival
des travailleurs
immigrés
à Saint-Etienne

les entrées sont gratuites

Mercredi 16 mai

De 19 h 30 à 23 h au foyer Albert Camus au Chambon Feuillet. Débat sur la deuxième génération immigrée. Groupe de musique « Iznaguen ».

Jeudi 17 mai

De 20 h à 23 h à la MJC Maison pour tous de Firminy, pl. des abattoirs. Débat sur la 2^e génération immigrée. Groupe de musique « Nass el wouahda ».

Vendredi 18 mai

De 14 h à 17 h au centre social de la Dame Blanche. Présentation par diapositives des pays d'origine, discussion sur les pays d'origine. Expo Arménienne à la MJC de Montchovet 28 rue de la Paix.

Samedi 19 mai

De 15 h à 23 h au Parc de Montaud. « Non stop sur l'immigration » avec des groupes de musique, de théâtre, des stands, des débats, etc. Clôture du festival à Saint-Etienne.

● 60 jours de grève
de 6 employés d'IBM

Six employés du service courrier TMG-IBM (Tour Générale de la Défense) sont en grève depuis plus de deux mois. Ils viennent de décider de rendre leur action plus efficace : ils occupent le couloir donnant accès au service courrier. « Au mépris de la loi, expliquent-ils, en effet, la direction TMG (Technique Méthode Gestion), entreprise pseudo sous-traitante aidée par IBM fait fonctionner un service courrier parallèle. »

Au départ, la grève était motivée par l'opposition de la CFDT au licenciement d'un travailleur d'IBM qui avait été réintégré dans un secteur isolé en vue sans doute de son licenciement ultérieur et définitif.

Pour contacter les grévistes : 8^e étage de la Tour Générale 5 Place de la Pyramide 92800 Puteaux.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Delattre Levivier
(Hagondange) : non aux 98
licenciements !

Delattre Levivier, à Hagondange, est une entreprise qui embauche des monteuses, soudeuses qui travaillent dans la charpente métallique. Les chantiers se trouvent à l'aciérie de Rehon, aciérie de Serémange. Un militant CGT nous explique : « Aujourd'hui, lundi, on a fait une nouvelle action : on a brûlé des pneus dans Hagondange. Les gars sont vraiment déterminés. Il y a 98 licenciements sur environ 130. Et pour nous, pas de mesures : c'est le chômage. La plupart des ouvriers ont 20, 25 ans d'ancienneté. Moi j'ai huit ans, je suis un des plus jeunes. »

Et les patrons ne font pas le tri pour licencier, en premier les handicapés qu'ils considèrent comme une charge.

On est parti en grève depuis mercredi, on a occupé les locaux, on a retenu le directeur. Notre revendication, c'est le refus de tout licenciement.

On voit bien que pour les suppressions d'emplois dans la sidérurgie il y a d'autre part, des centaines de suppressions d'emplois dans d'autres boîtes, en particulier dans la métallurgie. Les gars sont décidés et unis pour se battre.

Ripostons aux attaques
contre les libertés
démocratiques

Chaque jour se multiplient les agressions contre les travailleurs en lutte, les atteintes aux libertés démocratiques :

— Interventions policières à Mont-Saint-Martin, à Pompey.

— Atteintes au droit de manifester et lourdes condamnations de manifestants pour leur simple participation comme Roger Marin.

— Agression contre un militant CGT à Longwy.

— Dans la nuit de jeudi 10 à vendredi 11, plusieurs militants du PCR ml ont retrouvé leurs voitures maculées à la bombe à peinture.

Toutes ces atteintes aux libertés démocratiques sont intolérables. Le PCR ml appelle les travailleurs à y riposter massivement et énergiquement comme ils l'ont fait le lundi 7 à Mont-Saint-Martin.

Il approuve la riposte des jeunes travailleurs qui sont intervenus au local de « l'Avenir du Pays-Haut » pour protester contre l'agression contre le militant de la CGT.

Le PCR ml est prêt à participer à toute initiative pour défendre et étendre les droits démocratiques chèrement acquis par la lutte des travailleurs.

Section de Longwy du PCR ml

Longwy : après la grève à Usinor-Senelle
«Il faut continuer pour sauver Longwy,
pour empêcher la restructuration»

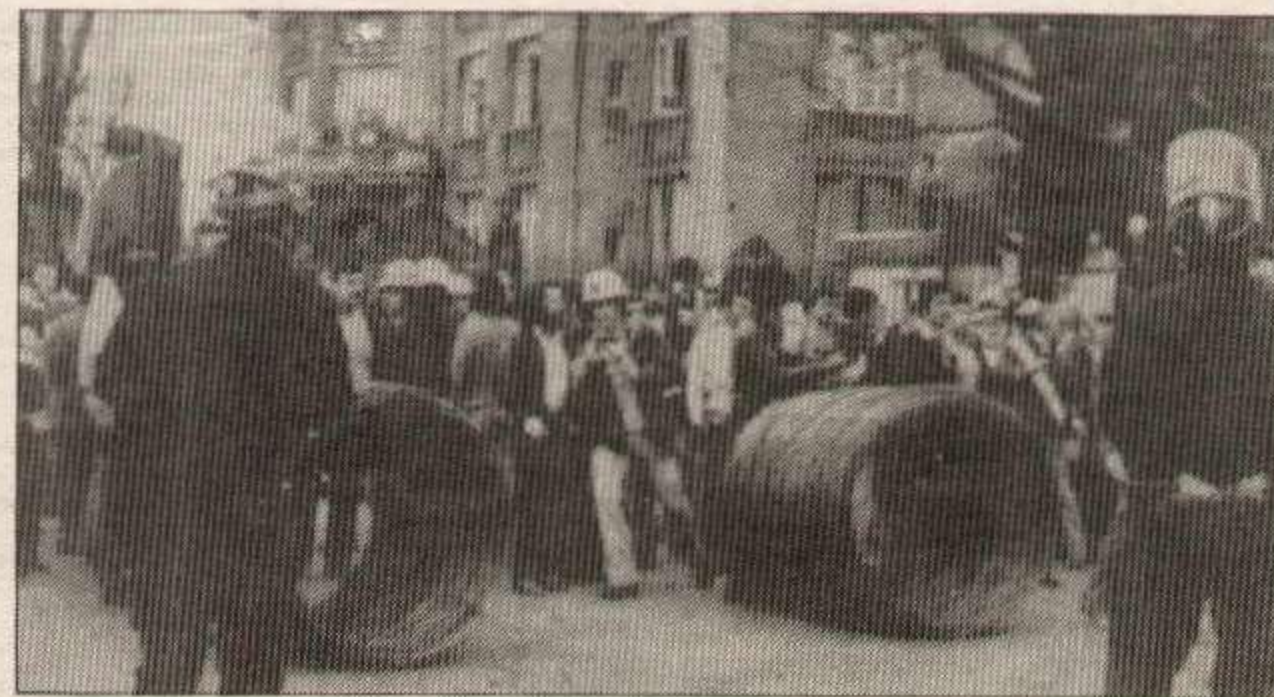
La grève des aciéristes d'Usinor-Senelle s'est terminée sur un sentiment de demi-échec. Non que rien ne soit obtenu : sur les 12 mutations que voulait imposer la direction, il n'y en aura finalement que quatre. Par ailleurs, un système de compensation des journées perdues a été obtenu qui en vaut bien d'autres. Mais le fait est là : le travail a repris sans une certaine confusion et avec l'idée largement répandue que « c'est un échec ».

Pourtant, la réaction avait été rapide dès l'annonce de la mesure patronale. Pourtant, les syndicats ont tenté d'étendre le mouvement à l'ensemble de l'usine, préconisant notamment l'occupation. Alors, que s'est-il passé ? La combativité des travailleurs longwociens se serait-elle éteinte ?

Avec un peu de recul, une question vient à l'esprit : la barre n'a-t-elle pas été fixée un peu haut ? La grève est partie spontanément pour s'opposer aux mutations des 12 gars de l'aciérie Thomas. Très rapidement, les syndicats ont avancé des revendications qui d'une part cherchaient à faire l'unité des gars, plus largement que la seule aciérie et, d'autre part voulaient poser les problèmes de fond. C'est ainsi que l'on a largement entendu parler de la remise en cause du plan acier, de l'aciérie à oxygène à Longwy, d'augmentation de salaire... Tout ceci est juste sur le fond, mais on ne peut poser cela en dehors du contexte, du rapport de forces à un moment donné. Or, il y avait les 600 aciéristes en grève : le reste de l'usine était lock-outé. Même si, point positif, les lock-outés ne se sont pas retournés contre les grévistes, l'unité était loin d'être faite. Malgré des initiatives intéressantes, toutes les conditions n'ont pu être réunies pour une grève de longue durée de l'ensemble des sidérurgistes d'Usinor-Longwy. Aussi, la démarche voulant à tout prix imposer l'occupation de l'usine dès le début a-t-elle pu apparaître volontariste. Car on ne peut rayer d'un trait de plume les problèmes qui se posent. Au nombre de ceux-ci, les illusions toujours présentes chez un certain nombre de gars à propos du discours patronal ou le bilan plutôt négatif de plusieurs grèves menées ces dernières années.

La combativité toujours présente

Est-ce à dire que les travailleurs et la population de Longwy ne sont plus en situation de se



Le 7 mai : contre les mutations, les sidérurgistes occupent les locaux de la direction d'Usinor-Longwy.

mobiliser pour sauver l'emploi et le pays-haut ? Certainement pas ! Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler la rapidité et l'ampleur de la riposte du lundi 7 mai. Alertés par les radios syndicales et par les voitures-sonos, plusieurs milliers de personnes (certains avancent le chiffre de 5 000) se sont rassemblées en moins d'une heure devant les grands bureaux de Mont-Saint-Martin, face aux CRS. La détermination était très nette dans ce rassemblement massif. Militants et travailleurs, CGT et CFDT au coude-à-coude, soutenus par la population, étaient prêts à soutenir résolument l'action qui se déroulait dans les grands bureaux pour obliger la direction d'Usinor à négocier. Seulement voilà... l'intervention intempestive des notables du PCF, s'ingérant dans la discussion en lieu et place des syndicats, a détourné l'action de son objectif initial. Finalement, M. Porcu « obtenait » le départ des flics contre la « libération » du directeur. Trois jours plus tard, le travail commençait à reprendre à Senelle. Le lien saute aux yeux. La manière dont les choses se sont terminées le lundi soir a aussi pesé sur la suite du mouvement.

Marquer des points

Cela dit, les sidérurgistes de Longwy sont loin d'avoir dit leur dernier mot. Déjà, les militants CFDT réfléchissent aux actions à entreprendre. « Le combat sera nécessairement de longue durée, disent-ils. Il faut prendre garde de ne pas s'épuiser trop rapidement. Préoccupation légitime certes, mais qui ne doit cependant pas faire oublier la nécessité de marquer des points de manière continue contre les barons de l'acier et le gouvernement qui les appuie. « Faire parler de soi », « maintenir la pression », c'est toujours à l'ordre du jour. Mais il faut aussi marquer des points, faire mal aux patrons, mener les actions déterminées jusqu'au bout ; en sachant au départ que, dans cette voie, on aura à affronter la répression sous toutes ses formes. »

Le potentiel de lutte est à peine entamé. Les travailleurs et la population de Longwy sont toujours prêts à se mobiliser sur des objectifs qui frappent juste. Ils l'ont montré déjà à plusieurs reprises.

Gérard PRIVAT

Discussion avec un militant CGT d'Usinor

► Que penses-tu de la grève qui vient de se terminer à Usinor ?

C'était le moment d'autant plus que Solmer et Dunkerque étaient en grève. Mais les patrons nous ont contraint avec leur chômage technique.

► Quelles sont les raisons de la reprise ?

Les gars ne voyaient pas l'issue. Bien sûr la question d'argent était là mais ce n'était pas le point principal. De toutes façons, la question d'argent sera toujours là. Pour moi, je compte 2 000 F de pertes sur les salaires d'avril et mai. Et depuis le début avec les journées d'actions.

Je pense que ça peut repartir et même plus fort, mais peut-être pas tout de suite.

Ce qu'il y a aussi, c'est

qu'il faut dans ces cas-là une consultation démocratique bien sûr organisée par les syndicats et pas par le patron. Là, on peut y arriver, car la minorité peut

accepter la lutte.

Les piquets de grève, je croyais que c'était révolu. Là, ça a provoqué une cassure. Et puis, il ne faut pas être trop sectaire, par

exemple pour les chefs. Certains participent aux opérations coups de poing. Certains les ont un peu bousculés sans faire la différence.

► Est-ce que l'occupation n'est pas venue trop tôt ?

Si tout le monde n'était pas d'accord, alors il fallait encore discuter. Il ne faut pas dresser les ouvriers les uns contre les autres.

Il faut admettre que c'est politique. Pour gagner, il faut foutre en l'air le gouvernement.

► Et à ton avis, pour le remplacer par quoi ?

Ca, c'est la question actuellement.

► Et maintenant ?

Il faut faire des actions pour perdre le moins d'argent possible. On peut se rendre maître de la production, ralentir quand on veut. Tous quand on veut. Ou faire des débrayages surprises. Le blocage de la

centrale à oxygène c'était valable aussi. Ou le blocage des expéditions. Il y avait une idée aussi de certains employés mais qui n'a pas été suivie, pas reprise en compte : c'était de bloquer les bureaux administratifs qui donnent les 5 millions. Au départ, ça aurait été valable. Là, actuellement, le point de vue n'est pas clair par rapport aux 5 millions.

Et il y a aussi des revendications : retraite à 55 ans, 5^e équipe, les 35 heures, etc.

Maintenant il faut continuer ; il faut que la lutte s'étende. Peut-être que quand on avait Bonaud, lundi dernier, on aurait dû le garder ?

De toutes façons, il faut continuer pour sauver Longwy, pour empêcher la restructuration.



«ETRE CRITIQUE, C'EST AUSSI ETRE CONSTRUCTIF»

Le 38^e congrès de la CFDT à Brest est maintenant terminé, les 1 800 délégués sont rentrés dans leurs syndicats. Que ressort-il de cette semaine de travaux, où les controverses n'ont pas manqué ? Quelle va être la pratique de la CFDT demain ? En quoi le congrès répond-il aux craintes de voir la confédération s'orienter vers des solutions réformistes, et aux aspirations à «remettre l'action au centre des préoccupations» ?

Dans le domaine des constats, le congrès de Brest a marqué une avancée dans le sens d'un réalisme véritable. On peut citer par exemple : *«Le refus des actions de 24 heures épisodiques, sans lendemain ; la critique de la soumission des projets de la CGT au projet politique du PCF ; le refus de tout préalable politique à l'action ; le constat de la réelle difficulté à construire un rapport de force ; la juste vision de la division des travailleurs du fait de la crise ; le constat correct que le mouvement syndical perd de sa crédibilité et qu'il est temps d'œuvrer pour freiner sinon stopper la désyndicalisation»* (interview de la Construction Bois du Rhône et Saint-Etienne).

Points positifs, qui tranchent avec la négation, fréquente par le passé, des difficultés auxquelles s'affronte le mouvement syndical, et de ses propres limites contre ce constat, qui semble pourtant évi-

dent aujourd'hui et qui, de ce fait, rencontre un large assentiment. Deux courants, minoritaires, s'inscrivent en faux : l'un, développé lors du débat général par un syndicat de l'alimentation, prétend que le capitalisme n'est pas en crise, que le patronat est plus fort que jamais, et qu'en face, les travailleurs sont plus faibles que jamais. L'autre, largement apparu comme coupé de la réalité, stéréotypé tout en se voulant radical, fait comme si, pour les travailleurs, la crise, le chômage, les divisions n'existaient pas. Celui-là surestime les possibilités immédiates d'un rapport de forces capable de faire échec aux plans d'austérité...

UNE BIPOLARISATION ARTIFICIELLE

Voilà pour ce qui est des constats dont, rappelons-le, le caractère positif domine. Mais une

cohésion globale sur cette analyse ne suffit pas à définir des perspectives, le congrès l'a bien montré. Sur la question des «solutions», on a assisté à une bipolarisation artificielle des positions, dans laquelle une bonne partie des congressistes ne se reconnaît pas. Comment choisir, par exemple, entre les négociations à froid et la grève générale ? C'est bien pourtant dans le sens de cette fausse alternative que tous les efforts de la confédération ont tendu, dès avant le congrès lui-même. Comment comprendre autrement le choix de la plupart de sept malheureux amendements retenus par le Bureau National, sur 1098 !

Comment imaginer qu'il n'y en avait pas de plus vifs, correspondant davantage à la réalité. Plusieurs interventions, qui n'ont d'ailleurs pas toutes eu la chance d'être prononcées devant le congrès, le soulignent comme celle du STIC-MVR : *«La méthode de préparation du congrès, le choix des amendements à débattre, le passage de 1098 amendements à sept soumis à la discussion sur la résolution générale rendent les débats de ce congrès caricaturaux. Les instances res-*

ponsables de la confédération doivent trouver les moyens, les méthodes permettant un réel débat». Dans ces conditions, avec le système de «un pour», «un contre», plus un donnant la position de la confédération (1), il n'est pas étonnant que tous ceux qui ne se retrouvaient pas dans cette problématique truquée n'aient guère eu droit à la parole dans ce congrès ! Et Maire a eu beau jeu de justifier les utopistes, et de caricaturer l'opposition !

«UNE AUTRE REPONSE EST POSSIBLE»

Pourtant, cette voie s'est fait entendre dans ce congrès, et a reçu un écho certain. C'est par exemple la défense victorieuse des 35 heures sans perte de salaire, les interventions de plusieurs fédérations, régions ou syndicats, affirmant, comme Hacuitex : *«Une autre réponse est possible»*, de la Construction Bois du Rhône : *«Un recentrage oui ! Mais c'est un recentrage à gauche qu'il nous faut»* (...)

«Oui, il nous faut revenir à une logique d'action syndicale, oui il nous faut remettre l'accent au centre de nos préoccupations (...)

Autour de l'amendement sur la «centralisation des luttes»

Voici l'amendement présenté par le Syndicat des personnels des services publics parisiens : *«Aujourd'hui, face à l'intransigeance gouvernementale et patronale sur nos revendications les plus élémentaires, seule une lutte unie de l'ensemble des travailleurs et travailleuses et de leurs organisations syndicales, centralisant le développement de l'action revendicative, peut constituer le rapport de forces, seul capable d'arracher satisfaction»*.

Nous publions ci-dessous l'intervention faite au nom du STIC Paris (chimie), SGEN Grenoble, UPSM (métallurgie /5)... montrant en quoi cet amendement, apparemment radical, ne répond en rien aux problèmes réels rencontrés face à la crise.

L'amendement proposé par le Syndicat des services publics parisiens ne nous convient pas, car il ne pose pas concrètement les étapes nécessaires à franchir, si nous voulons créer un rapport de force favorable permettant de battre en brèche la politique patronale et gouvernementale. Ce rapport de force ne peut se construire que s'il résulte de la mise en œuvre d'une politique d'action articulée dans laquelle toutes les structures de l'organisation se sentent responsables et impliquées. (...)

(...) Mais revenons sur la pratique d'action décentralisée. En effet il est important de s'y arrêter car c'est elle qui sous-tend notre action actuelle.

Cette pratique décentralisée n'est plus aussi efficace aujourd'hui. En effet, la situation économique, l'attitude patronale et gouvernementale, sont telles que malgré des résultats partiels, fon-

damentalement nous n'arrivons pas à avancer rapidement vers nos objectifs.

La décentralisation de notre pratique nous a amenés à nous enfermer à l'intérieur de nos entreprises ou de nos trusts, à nous battre sur des revendications propres à ceux-ci, avec succès il est vrai, mais la période d'expansion économique des années 70-74 le permettait.

Mais aujourd'hui cette pratique n'est plus suffisante ; il faut la réviser, on ne peut plus se contenter d'actions diversifiées où chacun défend ses propres revendications, sinon nous risquons très vite de nous essouffier.

Le constat des limites de l'action décentralisée boîte par boîte peut légitimement conduire les travailleurs à l'aspiration à s'en sortir par un tous ensemble.

Pourtant il est essentiel d'éviter

de donner une réponse facile à une telle attente.

La simple coordination de luttes décentralisées, menées de façon dispersée, non reliées à une politique d'action, luttes prises comme un objectif en soi et non comme une étape qui s'inscrit dans l'action des travailleurs, ne peut que nous conduire à un échec. Comme nous le disions dans notre intervention sur le rapport général, cela ne fait que montrer la difficulté que nous avons à bâtir une politique d'action. La convergence des luttes n'est pas spontanée et ne se décrète pas.

Il nous faut donc construire une véritable politique d'action et qui tienne compte des réalités actuelles et des obstacles à lever.

L'unité des travailleurs n'apparaît plus spontanément, il faut un travail en profondeur qui doit questionner, voire bousculer notre organisation, pour lever les obstacles à cette unité. La situation de la prise en charge des hors-statuts, des chômeurs montre bien les difficultés rencontrées.

Donc bâtir une politique d'action articulée suppose de ne pas griller les étapes ; en premier lieu il

Être critique, c'est aussi être constructif ! Nous regrettons que la résolution et le choix des amendements retenus ne laissent pas de place, dans le chapitre «Action», à une autre orientation dans laquelle se retrouvent de très nombreux syndicats. Car nous ne sommes pas pour le tout ou rien. Nous aussi nous sommes réalistes. Mais il y a deux manières d'être réaliste devant le mur. Soit on le trouve trop haut, on jette l'éponge et c'est la politique du grappillage, du sur place. Soit on prend la mesure des difficultés, et on s'attache à construire, pas à pas, tous les échelons qui permettront de franchir le mur».

Cette voie, refusant tout à la fois le «recentrage à droite» de la CFDT et la globalisation artificielle, cette voie réaffirmant que la seule solution, c'est de construire pas à pas le rapport de force dont ont besoin les travailleurs, cette voie de l'efficacité, c'est celle qu'on entendait aussi dans les dizaines de discussions pendant le congrès, et qu'on entendra certainement beaucoup plus fort dès demain, sur le terrain. Elle ne peut que se renforcer d'ici le 39^e congrès...

nous faut faire des choix parmi les revendications que nous devons avancer.

Les revendications doivent correspondre à l'aspiration des travailleurs et en toucher le plus grand nombre possible permettant l'unification indispensable afin de lutter efficacement. Nous en sommes encore loin.

Une autre étape est nécessaire ; c'est déjà d'essayer au niveau des branches et des régions de construire cette politique d'action. Là aussi nous en sommes encore loin.

Le rôle de la confédération est d'abord de susciter cette prise en charge, à nous tous de la mettre en œuvre à tous les niveaux de l'organisation. La coordination nécessaire de l'action par la confédération dépend de cette prise en charge.

En conséquence nous vous appelons à voter contre cet amendement parce qu'il ne pose pas la question centrale, qui est : comment construire une politique d'action articulée, débouchant sur la création d'un rapport de force pour la satisfaction de nos revendications ?

La révolte des bonnets rouges

Communiqué de l'Union régionale chimie Bretagne CFDT

Monsieur J. Richard, dans son article publié par le Télégramme du 11 mai 1979 et intitulé «Le club des 5 au congrès de la CFDT», fait un rapprochement entre certains congressistes portant bonnet rouge frappé du sigle CFDT et le bonnet phrygien, emblème du parti de droite RPR.

Les Unions régionales chimie Bretagne CFDT (dont les délégués portent le bonnet), et Crédit agricole tiennent à préciser que la signification de ce bonnet rouge n'a strictement rien à voir avec le RPR. En effet pour nous Bretons les bonnets rouges datent de 1675, révolte typiquement bretonne ayant éclaté dans tout le pays contre le pouvoir centralisateur royal (dont J. Chirac est le plus beau spécimen actuel) ; les pressions fiscales — à l'époque gabelles, tailles, corvées — et surtout le papier timbré avaient provoqué ce soulèvement qui fut réprimé dans le sang. De plus en 1977 des ouvriers du textile de la SCAPLEN de Plomelin (Sud-Finistère) en grève pour défendre leurs emplois, ont pendant l'occupation de leur usine produit des «bonnets rouges» CFDT et ceci afin de populariser leur lutte et faire mieux connaître ce moment d'histoire bretonne que fut la «Révolte des bonnets rouges».

Nantes :

— au vu des positions développées sur l'action, et malgré l'avancée sur l'analyse internationale, pense qu'il n'est pas possible de voter pour le quitus à la confédération ;

— au vu de la multiplication des «affaires» dans la CFDT, demande la possibilité du débat contradictoire dans Syndicalisme Hebdo.

38^e congrès de la CFDT

Deux motions à suivre

Pour le droit à la contraception et à l'avortement

présentée par le Bureau national de la CFDT

(...) Dès septembre 1978, la CFDT a préparé l'action nécessaire en vue de l'échéance parlementaire fixée pour le renouvellement de la loi. Par des informations internes, par des contacts et des rencontres avec d'autres organisations poursuivant les mêmes objectifs, elle a voulu réunir les conditions d'une action de masse afin, le moment venu, de mettre au échec leurs offensives réactionnaires prévisibles visant à remettre en cause cette loi que le débat parlementaire doit au contraire permettre d'améliorer profondément.

La CFDT défend le droit à la contraception et à l'avortement, indépendamment de tout critère de nationalité pour les femmes et les couples qui en font la demande. La CFDT affirme que le recours à l'I.V.G. est une des conséquences de la situation socio-économique que nous connaissons, car l'avortement est en effet souvent l'ultime recours face aux effets convergents :

- du manque d'information et d'éducation sexuelle et sanitaire, notamment sur les moyens de contraception,
- des carences en matière de prestations familiales et sociales,
- des contraintes liées aux bas salaires et au chômage.

Le congrès CFDT dénonce l'ap-

pliation discriminatoire de la loi.

Veil au détriment des femmes de la classe ouvrière, l'insuffisance des prestations familiales et sociales et le manque d'équipements collectifs nécessaires à l'information et à l'éducation sexuelle et sanitaire.

Le congrès décide :
— d'intensifier son action et appelle les organisations, les militants à prendre des initiatives pour informer largement les travailleurs et les travailleuses des enjeux du débat en cours et de décider avec eux des actions à mener,

— de développer ces actions, leur donner le retentissement nécessaire. Pour ce faire, le congrès donne mandat au Bureau National de proposer, le moment venu, des initiatives et des coordinations, notamment au cours du deuxième semestre et pendant le débat parlementaire, pour organiser, dans les entreprises et au niveau local, régional et national des actions et manifestations pour faire aboutir ces objectifs. (...)

Nucléaire : «Ce qui fait une expérience contestable devient, au rythme actuel, une aventure inadmissible»

motion d'actualité présentée par le Bureau national

(...) Dans le monde entier, le développement de l'électro-nucléaire s'est heurté à des oppositions et a rencontré des problèmes croissants. La plupart des Etats ont arrêté ou ralenti leurs programmes. En France même, le programme a pris du retard et a provoqué une inquiétude grandissante. De nombreux incidents, dont certains ont failli tourner à la catastrophe, ont apporté un démenti cinglant aux affirmations des partisans inconditionnels du nucléaire et ont confirmé la validité des critiques faites par la CFDT comme par des organisations de scientifiques et d'écologistes. La panne générale d'électricité de décembre 1978 a mis en évidence que le gouvernement avait sacrifié les besoins réels en énergie au développement d'une vaste énergie industrielle à prétention mondiale.

Les quelques inflexions imposées par les faits n'empêchent pas le gouvernement de poursuivre imperturbablement la réalisation de son projet. Sans attendre les enseignements de l'accident de la

Le congrès avait sifflé la présence du «syndicat» sioniste Histadrout, présence qui avait provoqué le départ de la délégation palestinienne et des délégations africaines. Il a par contre fait une véritable ovation aux représentants des travailleurs chiliens et argentins. Nous reproduisons ci-dessous des extraits du salut de Raimundo Ongaro, secrétaire général de la CGT «rebelle» d'Argentine.

Aujourd'hui, l'Argentine est une dictature militaire, suite d'autres dictatures militaires. La lutte dure depuis de nombreuses années. Parfois les bureaucraties armées remportent la bataille, parfois ce sont les travailleurs et le peuple. Je peux vous dire en toute vérité, que ce qui empêche le mouvement ouvrier argentin de changer les vieilles structures, ce sont ces forces armées qui s'identifient à la

doctrine dénommée de la «sécurité nationale».

Nous savons que le chemin vers la liberté et la démocratie est très dur, mais nous pouvons assurer que l'avenir sera socialiste et autogestionnaire ou alors il ne sera pas.

Je vous apporte le salut de millions de travailleurs et travailleuses argentins. Ce salut est plein de toutes nos souffrances, mais aussi de nos luttes. En 3 ans de dictature militaire, malgré les interdictions et les répressions qui pèsent sur tous les droits humains et syndicaux, nous avons réalisé entre autres 170 grèves locales ou de secteurs ; 300 000 interruptions de travail ; et le 27 avril de cette année, la première grève nationale dans tout le pays avec 3 millions de travailleurs et travailleuses.

C'est le meilleur salut que nous puissions vous adresser, unis dans la lutte avec les sidérurgistes de France, les camarades du Chili, du Nicaragua, de l'Uruguay, du Brésil et de tant d'autres peuples. (...)

centrale nucléaire de Three Mile Island, il a même décidé une accélération du programme. Depuis 1974, les engagements de nouvelles centrales nucléaires se font à un rythme qui est le plus élevé du monde. Pour les installer, EDF doit à la fois imposer le choix de sites proches d'importantes agglomérations urbaines, et concentrer 4,5 et même 6 réacteurs de grandes puissances sur le même emplacement. Ceci a pour but d'esquiver les procédures légales et le débat public.

La CFDT condamne à nouveau cette politique : ce qui était une expérience contestable devient, au rythme actuel, une aventure inadmissible.

Le 38^e Congrès décide de donner une nouvelle impulsion à la lutte de la CFDT contre le programme gouvernemental et de mener une campagne pour une alternative au «tout électrique, tout nucléaire».

L'action de toutes les organisations visera à atteindre les objectifs définis par la CFDT : sus-

pension pendant trois ans du programme de centrales, arrêt de la construction de «Super-Phénix» et abandon de toute série industrielle de surrégénérateur, refus des extensions de l'usine de retraitement de La Hague pour des seules fins marchandes, dénonciation des contrats étrangers de retraitement.

En outre, il apparaît indispensable :

— de surseoir à la mise en service des centrales tant que toute la lumière n'aura pas été faite, par un examen contradictoire, sur les défaillances des centrales construites en France sur le modèle américain.

— procéder à la révision complète des dispositifs de sécurité des centrales actuellement en service.

La campagne pour une alternative, pour d'autres sources d'énergie, montrera qu'il existe des moyens de satisfaire les besoins en énergie hors du tout nucléaire à condition d'en prendre les moyens, ce que le gouvernement se refuse à faire. (...)

Chérèque le mal aimé

Vendredi soir, le repas a été difficile pour le nouveau membre du Bureau national Jacques Chérèque. Dès que sa présence a été connue dans le réfectoire, le cri est parti : «Chérèque une chanson». Refus catégorique... Pendant de longues minutes des morceaux de gentillesse vont arriver à ses oreilles. L'ancien secrétaire de la FGM quittera la table plus tôt que prévu, tandis que circulaient des chansons comme celle-ci chantée sur l'air de La Madelon :

*Quant à Jeannette qui reste très perplexe
Et qui ne sait plus comment recentrer
Le problème des femmes mal à l'aise
Elle se tait, elle se tait, elle se tait*

*Européen, voilà tout son problème
Comment recentrer la communauté
Jacques Moresau, c'est comme ça qu'il s'appelle
Nous l'avions bien sûr tous recentré*

*Michel Rolant, la solution au chômage
Comme tu l'as vachement bien négociée
Avec vos histoires de recentrage
La plate-forme vous l'avez oubliée*

*Rejetons la stratégie de recentrage
Pour arriver aux conseils d'ateliers
Pour lutter vraiment contre le chômage
Agissons, dans l'action, dans l'action.*

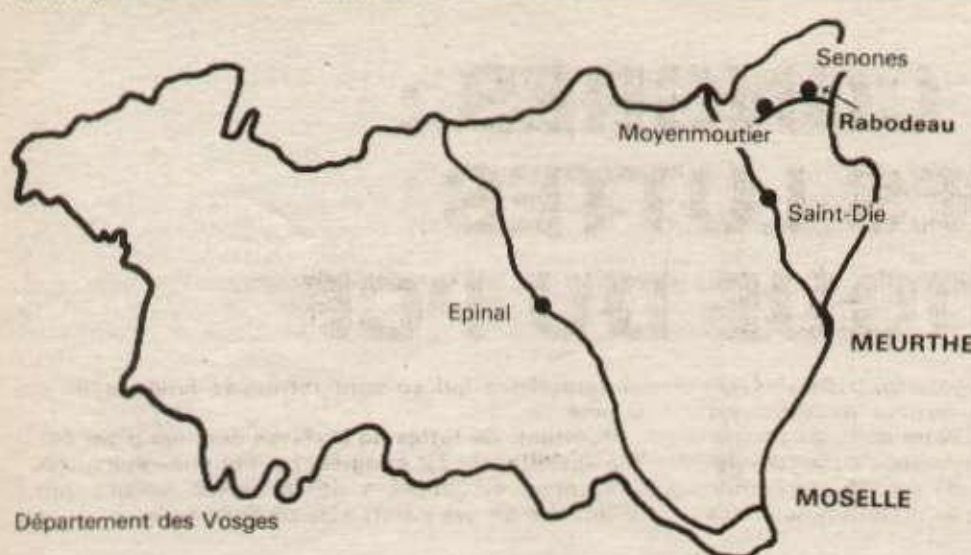
*Albert Mercier a dit face à la presse
Quand on sera réuni en congrès
Les coucous et tous les mal à l'aise
Auront appris à bien négocier*

*Vous les exclus des banques et de Dunkerque
Qui n'avez pas appris à négocier
Maintenant vous savez plus que faire
Négociez, recentrez, recentrez*



Les congressistes scandant dans la salle du restaurant : «La Bretagne se meurt, c'est un pays de chômeurs ! La Bretagne vivra, c'est un pays de combat !»

REGIONS



La vallée du Rabodeau : vie et luttes autour du textile

DES DRAPS DES VOSGES AU DECLIN DE BOUSSAC

De notre correspondant

La vallée du Rabodeau, du nom de la rivière qui y coule, s'étend au Nord-Est du département des Vosges, à la limite de la Meurthe-et-Moselle et de l'Alsace. Le Rabodeau, affluent de la Meurthe — voie de communication importante pour les Vosges — est à l'origine de l'histoire de cette vallée tant pour les voies de communications que pour l'industrie. (1).

Lorsqu'on remonte la vallée, les usines se succèdent, entrecoupées par les cités, ruelles bordées de longues lignes d'habitations, toutes du même modèle. Quelques jardins, quelques champs puis de nouveau des usines et des cités. Le textile est partout présent.

UNE VIEILLE VALLÉE INDUSTRIELLE

C'est dès le début du 19^e siècle que commence l'histoire de l'industrialisation de cette vallée. La force de la rivière est alors utilisée pour faire tourner les machines du premier tissage, qu'installent à Senones; la pureté de ses eaux permet de réaliser le blanchiment du tissu, ceci pour l'industrie textile. La rivière permet aussi le flottage du bois pour les scieries et plus tard pour les usines de pâte à papier. Très rapidement l'industrie textile va se développer et être la principale industrie de la vallée jusqu'à aujourd'hui.

En 1870, l'Alsace toute proche (il suffit de passer le col du Hantz) est annexée par l'Allemagne et de nombreux industriels alsaciens viennent s'installer. En 1887, Senones et Moyenmoutier, les deux agglomérations les plus importantes de la vallée comptent à elles deux près de 8 000 habitants, 9 tissages, 3 filatures, 2 blanchisseries où travaillent près de 2 000 ouvriers. Cette concentration se fait au détriment des villages environnants, les petits paysans venant s'embaucher dans les industries de la vallée. Dès cette époque, l'industrie textile se trouve donc quasiment en situation de monopole, certaines firmes comme les Manufactures de Senones ont déjà réalisé la concentration verticale. C'est aussi à cette époque qu'une ligne de chemin de fer est mise en service dans la vallée, raccordée à la ligne Nancy-Saint-Dié.

Pendant la première guerre mondiale, les usines sont détruites, la ligne de front n'est pas

loin, la vallée sera même occupée pendant un certain temps. La reconstruction et la modernisation vont se faire à un rythme accéléré au sortir de cette guerre. Les marchés coloniaux sont source de profits importants pour les patrons du textile. Mais dans la vallée, ceci signifie une exploitation accrue. Une spéculation courante consiste à racheter aux cultivateurs leurs parts de dommage de guerre, ceux-ci quittent la terre pour s'embaucher dans les usines. C'est ainsi que les patrons du textile — et plus tard Boussac quand il rachètera certaines entreprises — deviennent les plus grands propriétaires fonciers de la vallée.

Le travail en deux équipes apparaît. Un ouvrier dirige 12 métiers au lieu de 3 avant la guerre. Mais les salaires sont tous justes suffisants et il faut, pour qu'une famille puisse vivre, envoyer les enfants à l'usine dès qu'ils le peuvent. Les familles sont logées par le patron, le jardin est lui aussi loué par le patron. Celui-ci possède aussi des magasins d'alimentation. Aucun aspect de la vie des ouvriers et plus largement de la vallée n'échappe donc aux patrons du textile.

LA NAISSANCE DE L'EMPIRE BOUSSAC

En 1923 quand Marcel Boussac arrive dans la vallée, la concentration de l'industrie textile est déjà presque achevée autour de grandes familles. Il s'agit pour la vallée du Rabodeau, d'Ernest Seillière pour la manufacture de Senones, et du groupe Jacquelin. «Monsieur Marcel» va ainsi récupérer de nombreux terrains dans la vallée et surtout poursuivre la politique d'encadrement des ouvriers. Il crée des «œuvres sociales» qui lui permettent d'avoir la mainmise totale sur les travailleurs de leur naissance à leur mort : cités ouvrières, hôpital, crèches, maison de retraite, etc... c'est «l'emboûssaquement».

Après avoir modernisé l'outil de production, il augmente les cadences; en 1923 la production est de 3 millions de mètres de tissus, en 1925 elle passe à 13 millions. La manufacture de Senones compte alors 4 000 ouvriers. Boussac renforce aussi la concentration en créant sur place le cycle complet de la production, la matière première arrive alors des colonies de l'impérialisme français.

Lié à l'impérialisme français pour les matières premières et les débouchés coloniaux, l'empire Boussac va subir chaque coup porté par les peuples en lutte pour leur émancipation, et il l'accompagnera dans son déclin.



Dans la vallée du Rabodeau, Boussac à Moyenmoutier.

1929 LA PREMIERE CRISE

Celle-ci se passe relativement bien pour l'empire Boussac, mais pas pour les travailleurs de la vallée qui feront les frais avec les peuples des colonies des nouvelles restructurations et concentrations. En 1932, la durée du travail passe de 48 à 40 puis 32 heures. Un quart des machines sont arrêtées et certaines petites entreprises sont liquidées.

1936 voit l'apparition dans la vallée des premières organisations ouvrières et plus particulièrement de la CGT, qui développe une syndicalisation sur des bases de lutte et de démocratie. C'est à cette époque que se déclenchent les premières luttes dans l'empire Boussac. La répression sera sévère et pendant l'occupation fasciste, des déportations massives frapperont de plein fouet le mouvement ouvrier de la vallée du Rabodeau.

1939-1945 : «La vallée des larmes»

La résistance face à l'invasisseur nazi commence tôt dans la vallée du Rabodeau; dès la fin de l'année 1940, des tracts et des exemplaires de L'Humanité sont diffusés clandestinement dans la vallée.

De nombreux travailleurs de la vallée s'engagent dans les groupes de résistants. La répression fut implacable dans le canton, sans même être justifiée par des actions d'éclats ou des sabotages dans la vallée même. Il y aura 1000 déportés sur 12 000 habitants, soit le tiers des déportés vosgiens. Peu sont revenus, ce qui a valu à la vallée du Rabodeau le titre de «Vallée des larmes».

A ces mesures de déportation en masse s'est ajoutée une destination spécifique: Dachau, alors que les autres déportés vosgiens allaient dans les camps de travail.

Cette répression particulièrement féroce ne peut s'expliquer que par des raisons politiques. La vallée du Rabodeau, à forte densité ouvrière, avait montré sa combativité ouvrière en 1936.

EMPIRE BOUSSAC : LE DECLIN

En 1950, de nombreux pays du Tiers Monde s'émancipent, les exportations européennes de textile passent des 2/5 au 1/5^e de la production. L'Etat est obligé de soutenir les capitalistes du textile, il instaure une politique de protection du marché intérieur. De nouvelles restructurations ont lieu. Boussac qui employait en France 32 000 travailleurs n'en compte plus que 24 160 en 1952. La lutte entre les industriels du textile est acharnée et des petites entreprises sont liquidées.

Boussac ne pourra se relever de la perte de l'Algérie et de l'Indochine par l'impérialisme français, c'est un coup fatal porté à son empire. Ajoutées à cela des méthodes de gestion désuètes et des réalisations de prestige qui sont de véritables gouffres financiers (haras, etc...).

Dans la vallée, ceci se traduit par une baisse de la population. Ainsi de 1968 à 1978 les fermetures et les licenciements dans le groupe Boussac vont se succéder, pour le seul département des Vosges :

- 1968 fermeture des tissages du Grand Sable (Epinal).
- 1970 fermeture de Géroville (vallée du Rabodeau).
- 1970 fermeture des tissages d'Igney (vallée de la Moselle)
- 1975 fermeture du tissage des Meules (Rambervillers).
- 1976 fermeture des filatures des Enclos (vallée du Rabodeau)
- 1976 fermeture des tissages de Golbey.
- 1977 fermeture des tissages Laederich de Rupt sur Moselle
- 1977 fermeture de Vincey, Thaon, usines de confection.
- 1978 fermeture de Vincey, Rambervillers, des Grands Sables, de Laederich, de Colot.

De 1975 à 1977, pour la seule vallée du Rabodeau, ce sont 1 200 licenciements, lorsqu'on ajoute à ceux du textile les fermetures de petites entreprises.

UNE LUTTE DIFFICILE

La vallée du Rabodeau est aujourd'hui frappée de plein fouet par la crise du capitalisme, le textile constituant depuis longtemps l'industrie principale de la vallée. La bourgeoisie n'offre comme perspectives que la «vocation touristique», ce qui signifie l'exil et l'implantation de nombreuses résidences secondaires. Difficilement mais de manière sensible, la voie de la lutte se fait sentir pour vivre et travailler au pays.

**Mercredi prochain :
de Boussac
en Willot**

APRES LE 23^e CONGRES : LA PLACE DES LUTTES DANS LA TACTIQUE DU PCF

La proportion d'ouvriers participant au congrès du PCF a été restreinte. Les chiffres officiels font état de moins de 40 %, mais sont inclus dedans tous les responsables, nationaux et fédéraux, tous élus aussi. Ainsi Claude Billard, nouveau promu au C.C., est considéré comme « ouvrier câbleur ». Il

est permanent de la CGT depuis 1969. Ainsi Alain Amicable, lui aussi nouveau promu au C.C., est considéré comme électricien, alors qu'il est permanent dans la Meurthe-et-Moselle depuis longtemps. Marchais aussi est « ouvrier », de même que Séguy. En fait, ils ne sont qu'une infime minorité, ceux des

congressistes qui se sont retrouvés lundi matin à l'usine.

Pourtant, les luttes de la classe ouvrière n'ont pas été absentes du 23^e congrès. La référence aux luttes présentes, et l'appel à de nouvelles actions ont même été un des points clés de ce congrès.

De ce point de vue, certains faits méritent d'être notés. A plusieurs reprises, des orateurs se sont appuyés sur une juste description des conditions de vie faites aux masses populaires pour faire passer leur fausse explication sur « la stratégie du déclin de la France ». Parfois même, un souffle de révolte est passé sur le congrès, notamment lors de l'intervention de Constance Audria, secrétaire fédérale de la Moselle, qui a su trouver les mots et le ton juste pour parler de la situation des travailleurs dans son département. D'autres orateurs sont allés dans le même sens.

Les luttes, luttes de la classe ouvrière, mais aussi luttes des femmes, luttes dans les quartiers, luttes pour « travailler et vivre au pays » ont souvent constitué le point de départ des interventions.

«LONGWY, DENAIN SONT DEVENUS DES SYMBOLES»

Le congrès a amplement parlé de la sidérurgie, Colpin allait jusqu'à déclarer que « Longwy et Denain sont devenus des symboles », tandis qu'Amicable déclarait : « La lutte des sidérurgistes engagée voilà 5 mois constitue une des plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier français de ces 20 dernières années ». Cette exhortation à la lutte, Marchais l'avait d'ailleurs clairement reprise dans son rapport : « Nous appelons les travailleurs, les masses populaires, à prendre le chemin de la lutte, une lutte résolue, imaginative, dynamique, puissante ». Suivait une tirade de plus d'un quart d'heure sur les objectifs de lutte, des 35 heures aux « moyens nouveaux pour la santé », en passant par les droits des immigrés ou le droit à l'avortement.

Ces appels à la lutte, prononcés de la tribune du congrès, ne sont pas feints. Dès avant, le PCF a lar-

Une erreur s'est glissée, dans notre édition d'hier, dans la liste des dirigeants du PCF. Il fallait lire dans la dernière phrase de l'encart : « Deux nouveaux au secrétariat : Maxime Gremetz et Gisèle Moreau » (et non au bureau politique : Maxime Gremetz en était déjà membre, alors que Gisèle Moreau fait son entrée simultanément au BP et au secrétariat).



Pour le PCF, les luttes n'ont d'intérêt que si elles font progresser son projet politique. Dans la sidérurgie, avant les élections de mars 78, il tentait de détourner la lutte vers l'objectif de la nationalisation de la sidérurgie et aujourd'hui contre l'Europe.

gement investi ses forces dans les luttes, dans la sidérurgie notamment, et il faut s'attendre à ce qu'il le fasse plus encore dans les mois à venir.

La nouveauté, en l'occurrence, n'est pas que le PCF parle de lutte à son congrès. Comment pourrait-il en être autrement, compte tenu de sa spécificité ? Cependant, la place prise par les luttes au cours de ce 23^e congrès est sans commune mesure avec ce qui s'était dit, par exemple, en février 1976, lors du 22^e congrès.

LES TROIS OBJECTIFS DU PCF

L'accent mis sur les luttes répond en fait à trois objectifs. Le premier a trait à l'union de la gauche. L'histoire de cette union de la gauche montre qu'à chaque fois que des tiraillements sont apparus avec le PS, le PCF a « gauchi » son langage. Ce fut notamment le cas en 77, avec la campagne du « parti des pauvres ». Il s'agissait alors pour le PCF de faire la preuve de sa prépondérance dans la classe ouvrière, là où le PS n'est jamais véritablement parvenu à s'implanter. Aujourd'hui, il n'est plus question de tiraillements dans l'union de la gauche, mais bien de rupture. Dans sa campagne pour préparer les conditions d'une « union plus durable et plus solide », le PCF a tout intérêt à mettre l'accent sur le terrain qui, du fait de sa spécificité, de son passé et de ses liens avec la CGT, lui est le plus favorable : celui de la classe ouvrière et de ses actions.

Le deuxième objectif du PCF a trait à son renforcement. Privé du programme commun et de

toute perspective immédiate de participation au pouvoir, le PCF n'a d'autres solutions pour gagner des adhérents que le développement d'une tactique de lutte tous azimuts. Il s'agit pour lui de ne négliger aucun front, et au contrai-

point de vue un dénominateur commun à l'immense majorité des militants du PCF, et donc un facteur d'unité interne dont la direction n'entend pas se priver. Il est significatif de constater que la plupart des 315 amen-

Congrès du PCF : Le Matin a tout compris

Samedi, Marchais annonçait aux journalistes que des modifications importantes allaient avoir lieu à la tête du PCF. Le *Matin-Dimanche* en concluait à un renforcement du rôle de Leroy : la boule de cristal du *Matin* devait être en panne, Leroy est éliminé du secrétariat. Quant aux promotions intervenues au Bureau politique, *Le Matin* les explique par le fait que les promus sont des « hommes de Marchais ». Envions le journaliste du *Matin* qui est au courant des secrets des réunions du bureau politique. Au point d'avoir prévu l'ascension de Leroy.

re de mettre en œuvre ses énormes moyens pour tenter de rallier à lui les secteurs qui entrent en mouvement. Pour cela, toutes les ouvertures de langage sont autorisées : le PCF se présente comme « autogestionnaire », comme « le parti de la libération de la femme » comme « régionaliste », etc., etc... « Nous devons être présents partout », disait Marchais dans son rapport.

Enfin, le troisième objectif a trait à l'unité interne du PCF. Des interrogations, des oppositions, sont apparues sur le fonctionnement interne, sur les rapports avec les pays de l'Est, sur l'union de la gauche, etc... mais très rarement sur les luttes, et encore plus rarement sur les luttes spécifiquement ouvrières. La participation au combat revendicatif, contre la politique de Giscard-Barre, constitue de ce

dements au projet de résolution retenus par le congrès concernent des questions revendicatives. Du même coup, le congrès se donnait à bon compte un visage démocratique, sans pour autant modifier quoi que ce soit du contenu politique de la résolution.

Pour autant, l'accent mis sur les luttes ne résout en rien les vrais problèmes du PCF.

Ainsi reste-t-il prisonnier de cette vieille contradiction qui consiste à vouloir garder son emprise sur de larges pans de la classe ouvrière, tout en voulant s'ouvrir à de nouvelles couches d'intellectuels, cadres et techniciens notamment. Dimanche dernier, certains congressistes ont fait la moue quand ils ont entendu l'origine des nouveaux arrivants au BP : polytechnicien, agrégé

d'histoire/géographie, diplômé de Normal sup., ou ingénieur.

De même, parler de lutte signifie nécessairement, dans la pratique, poser la question des alliances. Les multiples interprétations qui peuvent être faites de l'union à la base sont en elles-mêmes source de contradiction. S'agit-il de l'union autour du PCF, et de lui seul ? De l'union avec les organisations de base du PS ? De l'union avec les révolutionnaires ? De la seule union syndicale ? Le flou des propos autorise toutes les interprétations, et tout porte à croire que les cellules y apporteront des réponses différentes, selon les circonstances, et selon les militants.

Enfin, une question demeure : lutter pourquoi, et comment ? Là encore les contradictions ne manquent.

ront pas de resurgir, entre le PCF et les masses, et au sein du PCF lui-même. On sait d'expérience ce qu'est la pratique du PCF dans ce domaine : d'accord pour les luttes, mais pour autant qu'il les contrôle ; d'accord pour des actions, y compris dures, mais pour autant qu'elles aillent dans le sens du projet du PCF. L'exemple de la sidérurgie est là encore significatif : le PCF, dans la lutte, peut séduire certaines franges de travailleurs, mais sa pratique fait naître et homogénéise aussi une forte opposition contre lui.

Le PCF n'a guère d'autres solutions que de mettre l'accent sur les luttes, pour réaliser les trois objectifs cités ci-dessus. Mais le chemin est étroit et périlleux pour lui. Il pourrait même être générateur de difficultés nouvelles.

Nicolas DUVALLOIS

● En Alsace, Giscard plaide pour l'unité de la majorité

Lundi, lors d'une allocution prononcée à Rouffach, Giscard a évoqué les élections européennes, en déclarant : « (Votre cité) est profondément attachée à l'effort entrepris depuis trente ans pour rapprocher les Européens entre eux et rendre impossible le retour des conflits d'un autre âge. Elle sait que l'enjeu dépasse de loin les querelles intestines que les Français, par tempérament, aiment développer à l'excès, même lorsqu'ils sont d'accord sur les grands objectifs ». Autrement dit, il convient d'insister surtout sur les convergences qui réunissent les deux branches de la majorité. C'est le thème de la campagne de l'UDF. A part cela, Giscard ne prend pas position.

● Scission à l'OCT

Le courant 1 de l'OCT, qui avait quatre délégués lors du dernier congrès de cette organisation, vient de décider de quitter l'OCT. Il remet notamment en cause le rapprochement de la direction de l'OCT avec la LCR, et à travers elle avec les partis de gauche. Dans une déclaration, ce courant indique notamment : « Après la tenue du congrès de l'OCT, le courant 1 constate :

— que le congrès, loin de réduire les divergences et de permettre aux militants d'y voir clair entre les cinq tendances de l'OCT, a accentué la désorientation et le désarroi politique. Ce congrès n'arrêtera pas l'hémorragie des forces militantes dont est victime l'OCT.

— que pratiquement tous les délégués au congrès de l'OCT ne voient pas de salut à l'extrême-gauche en dehors d'une alliance privilégiée ou d'une fusion avec la LCR. Ceci en s'alignant sur des positions proches de cette organisation ; au moins sur la « motion des rapports aux réformistes et dans la perspective de la « grève générale ».

Les signataires dénoncent également le fait que la direction de l'OCT appelle « à voter pour la liste propagandiste LO-LCR, liste qui, bourrée de grands principes, ne représente en rien les intérêts des masses populaires contre le Parlement européen et l'Europe des patrons ».

Ce courant conclut : « L'OCT est une organisation mourante qui se rapproche de plus en plus de la LCR et donc se soumet de fait aux positions réformistes. Voilà pourquoi les militants du courant 1 quittent l'OCT pour construire une nouvelle organisation ».

CHINE

Le débat pour le renforcement de la démocratie se poursuit (3)

Opposer la démocratie et la modernisation au maintien de la voie socialiste : cette fausse alternative présentée par Alain Jacob, du *Monde*, et d'autres commentateurs occidentaux, n'est pas celle des masses chinoises et du Parti communiste chinois. Afin d'assimiler la lutte engagée en Chine — après l'élimination politique des Quatre — pour renforcer la démocratie, à un rapprochement idéologique avec les pays capitalistes et la démocratie bourgeoise, le schéma envisagé par nos commentateurs était (est) notamment : une démocratisation « à l'occidentale » s'appuyant sur une modernisation largement dépendante de l'étranger

Pourtant, dans le cadre du débat actuel en Chine sur la démocratie, le fait que celle-ci doit s'appuyer sur un développement « typiquement chinois » de la base économique, n'est-il pas constamment mis en avant ?

LA DEMOCRATIE AU SERVICE DE QUELLE BASE ECONOMIQUE ?

« Il n'existe pas dans le monde de démocratie abstraite. La démocratie est au service de la base économique ». Ce principe a été largement rappelé par la presse chinoise, au cours des derniers mois. A ce sujet, le quotidien *«Gongren Ribao»* («le journal des ouvriers»), écrivait fin mars : « La démocratie doit être au service de la modernisation socialiste. Elle est déterminée par les rapports de production dans la société socialiste. Elle est un instrument au service de la production socialiste. Comme le dit Lénine, toute démocratie, en dernière analyse, sert la production et est déterminée par les rapports de production de la société. Le camarade Mao Zédong indiquait ainsi que la démocratie semblait en apparence un but, mais en réalité qu'elle n'était qu'une méthode servant la base économique ».

Une situation politique faite de stabilité et d'unité ainsi que d'un état d'esprit fait de satisfaction et d'entraînement sont indispensables pour accélérer la réalisation des quatre modernisations ». Aussi « le développement de la démocratie socialiste doit aider à consolider et à promouvoir la stabilité et l'unité ».

Le rapport étant ainsi établi entre la démocratie et la modernisation du pays, la nature de cette modernisation — de type socialiste ou de type capitaliste — va donc jouer un rôle déterminant pour le caractère même de la démocratie. A ce sujet, le fait pour la Chine de faire appel à la technologie étrangère, dans le cadre de la lutte pour les « quatre modernisations », a été présenté, en Occident, comme étant en soi une « démocratisation », une rupture avec le processus d'édification des trente dernières années.

«SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS»

Pourtant dès avril 56, dans : « Sur les dix grands rapports », Mao Zédong écrivait : « Notre politique consiste à nous inspirer des points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais, il faut procéder de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement (...). Quant à la technique, je crois que ce qui vaut mieux pour nous, c'est d'abord, dans la plupart des cas, de l'adopter telle quelle, étant donné notre dénuement et notre manque de connaissances en la matière (...). Nous devons rejeter et critiquer résolument le système, l'idéologie et le mode de vie décadents de la bourgeoisie des pays étrangers. Cependant, cela ne nous empêche pas d'apprendre les sciences et les techniques avancées des pays capitalistes, ainsi que ce qu'il y a de scientifique dans la gestion des entreprises. Dans les pays industriellement développés, les entreprises ont un rendement élevé avec un personnel réduit et elles excellent dans les affaires. Tout cela nous devons l'apprendre consciencieusement, à la lumière de nos principes, afin d'améliorer notre travail ».

Ces préoccupations de Mao Zédong concernant le développement économique de la Chine, sont tout à fait présentes dans la lutte menée actuellement, où l'on affirme qu'il faut prendre une voie de modernisation propre et qu'il faut s'opposer à une « occidentalisation » dans tous les domaines ». Dans un éditorial de fin avril dernier, l'organe central du parti communiste chinois, le *Renmin Ribao*, écrivait notamment : « Il faut avoir en vue l'existence de la lutte de classes dans le domaine idéologique. Nous devons savoir qu'au fur et à mesure de nos rapports avec l'extérieur, les influences de la conception et du mode de vie bour-

geois prendront de l'ampleur ».

«UNE VERITABLE REVOLUTION»

Rappelant que les quatre modernisations sont « le but fondamental » pour lequel les masses chinoises doivent s'unir et se mobiliser, pour la période à venir, l'éditorial soulignait comment la réalisation de ce but impliquait des transformations révolutionnaires dans les rapports entre les hommes : « Pour réaliser les quatre modernisations en Chine, il ne suffit pas d'accroître considérablement les forces productives, il faut également transformer, dans divers domaines, les rapports de production et la superstructure qui ne correspondent pas au développement des forces productives, et changer tous les modes de gestion, d'action et de pensée qui sont tombés en désuétude. Ces changements embrassent tous les aspects de la vie sociale, y compris l'économie, la politique et la culture. Tous les milieux et toutes les personnes sont concernés. Il s'agit là d'une véritable révolution, vaste et profonde. Pendant cette nouvelle période historique, le travail politique et idéologique est non à affaiblir, mais à renforcer », car « les contradictions entre les deux classes et les deux voies sont une réalité objective qu'on est tenu de regarder en face ».

Le travail politique et idéologique, souligne-t-on, doit se faire sur la base de « quatre principes fondamentaux dont dépend la réalisation des quatre modernisations : ce sont la voie socialiste, la dictature du prolétariat, la direction du parti, le marxisme et la pensée Mao Zédong ». Et d'ajouter : « Le venin distillé par Lin Biao et la bande des quatre n'est pas encore liquidé complètement. La pensée de certains camarades du parti est toujours engourdie ou à moitié engourdie. D'autre part, un tout petit nombre de gens sèment le doute à l'égard des quatre principes fondamentaux et poussent les masses à quitter la voie socialiste. Nos théoriciens doivent lutter fermement contre ces deux courants erronés ».

LES ACQUIS DE 30 ANNEES

Toute la presse souligne l'importance d'intégrer les techniques et les équipements étrangers aux acquis de trente années d'édification socialiste : « on introduit les techniques et les équipements étrangers comme une personne

prend de la nourriture : il lui faut la mâcher, la digérer et l'absorber pour renforcer sa constitution. Personne ne peut le faire à sa place ». (« Journal des ouvriers »). C'est dans ce sens aussi que s'est exprimé Ni Zhifu, président de la fédération nationale des syndicats de Chine, à l'occasion de la fête du 1^{er} mai 1979 : « Il nous faut mettre sur pied un certain nombre d'entreprises nouvelles et introduire des techniques et équipements avancés de l'étranger. Mais, il nous faut particulièrement nous appuyer sur nos entreprises existantes, les faire pleinement valoir, exploiter à fond leur potentialité, procéder autant que possible aux in-

novations et rénovations techniques et à l'amélioration de la gestion des entreprises, et édifier le socialisme de nos propres mains ».

Sans rien minimiser des stagnations ou revers qui ont pu se produire, c'est, dit-on, non le régime socialiste lui-même mais, « les sabotages contre ce régime » qui sont en cause. Et de rappeler que c'est grâce à ce régime que « nous avons réussi, rien qu'en moins de 30 ans, à transformer une Chine pauvre et arriérée en un pays socialiste qui connaît un début de prospérité : c'est là un progrès impossible dans l'ancienne Chine ». Pour ce qui est des échecs, ce régime, est-il

dit, « nous permet de corriger nos erreurs par nous-mêmes ».

Moderniser la Chine dans le cadre de la persévérance sur la voie socialiste, afin que cette modernisation serve non à la formation d'une nouvelle bourgeoisie mais, à l'amélioration de l'existence des masses ; développer une démocratie, non dans l'abstrait, mais qui favorise la modernisation socialiste du pays, celle-ci fournissant elle-même l'indispensable base matérielle pour une vie démocratique : c'est cette problématique qui est au cœur du débat actuel en Chine.

J.P.G.

● Pour tenter de maintenir l'ordre en Italie, l'armée relève la police

Pour tenter de préserver une certaine sérénité pendant la campagne électorale parlementaire qui se déroule en Italie jusqu'au 4 juin, le gouvernement vient de décider de faire descendre l'armée dans la rue, et de relever ainsi la police. Celle-ci reste en effet impuissante devant la vague d'attentats qui s'est encore manifestée dimanche par plusieurs explosions de bombes dont une devant la prison Regina Coeli à Rome. Le contingent sera associé à ce maintien de l'ordre, et les effectifs détachés à cette mission seront de 110 000 hommes, soit le tiers des forces militaires italiennes. Il est cependant peu probable que le contingent voit cette initiative d'un bon œil, il n'y est de toute façon préparé d'aucune manière... Certains dénoncent à l'avance « la boucherie » qu'une telle décision pourrait engendrer. Les Brigades rouges réclamaient depuis longtemps la possibilité de se mesurer à l'armée...

● Travaux forcés dans les «TOM»

La cour criminelle de Papeete vient de condamner à des peines de travaux forcés sept mutins de la prison de Tahiti. Au cours de leur procès, les condamnés ont réaffirmé leurs idées indépendantistes en se présentant vêtus de la tenue locale, et ont renoué leurs exigences de voir la France se retirer de ces îles et qu'elle cesse ses tirs d'essais nucléaires.

Au terme de deux jours d'audience, les prévenus, dont le plan de fuite de la prison de Tahiti avait échoué, et s'était soldé par la mort d'un gardien de l'établissement pénitentiaire, ont été condamnés à des peines de travaux forcés (une peine qui a disparu en France) allant de 12 ans à perpétuité, bien que les jurés aient retenu les circonstances atténuantes ! Un huitième accusé a écopé d'une peine de 5 ans de réclusion criminelle.

● URSS - Japon

Au cours des conversations qui ont débuté lundi entre les vice-ministres japonais et soviétiques des Affaires étrangères, la question du renforcement militaire soviétique dans les îles Kouriles (îles au Nord du Japon, occupées par l'URSS) sera certainement abordée. Le Japon s'inquiète également du renforcement de la flotte soviétique du Pacifique, en particulier de la présence du porte-avion soviétique Minsk (43 000 tonnes), et des bombardiers supersoniques du type « Backfire ».

ITALIE : GREVE NATIONALE POUR LES CONTRATS DE TRAVAIL

On s'attend à ce que 2 millions de travailleurs participent mardi à la grève nationale de 24 heures pour obtenir le renouvellement des contrats de travail. Cette grève entraînera une paralysie des principaux secteurs économiques du pays.

ENTRETIENS A SANAA ENTRE LES DEUX YEMEN

Des délégations du Yémen du Nord et du Yémen du Sud ont entamé jeudi des négociations économiques, en vue de réaliser l'unification entre les deux Etats, a annoncé la radio nord-yéménite, tandis que le même jour une délégation médicale du Nord-Yémen se rendait à Aden pour des entretiens similaires.

TITO DOIT RENCONTRER BREJNEV

Le président yougoslave rencontrera Brejnev mercredi à Moscou où il effectuera une visite de 48 heures. Les divergences sont importantes : l'URSS n'apprécie pas la politique de non-alignement de la Yougoslavie et, face aux menaces de l'Union soviétique contre l'indépendance de son pays, Tito déclarait le mois dernier : « Personne ne parviendra jamais à imposer un diktat à la Yougoslavie ». Par ailleurs la Yougoslavie avait dénoncé l'invasion du Cambodge par le Vietnam.

UNITE DES PAYS ARABES AUTOUR DU PEUPLE PALESTINIEN

La 10^e conférence des pays islamiques qui s'est tenue à Fès (Maroc) du 8 au 12 mai a confirmé l'isolement de l'Egypte en décidant sa suspension de l'organisation et en axant son travail sur «la libération de la Palestine et de la ville sainte de Jérusalem». A l'occasion de sa visite officielle en France, le prince Fahd, vice-premier ministre d'Arabie Saoudite, a expliqué dans une interview l'hostilité de son pays à la paix séparée signée par Sadate. Il a confirmé l'application des sanctions contre l'Egypte décidées au sommet de Bagdad et a défini l'état des relations de l'Arabie Saoudite avec les Etats-Unis d'une part et avec l'URSS d'autre part.

● La conférence islamique confirme l'isolement de l'Egypte

● L'Arabie Saoudite réaffirme son soutien à l'OLP

Dix ans après son premier sommet, l'Organisation de la Conférence Islamique reste fidèle aux buts qu'elle s'était fixés à l'origine c'est-à-dire : la coopération dans tous les domaines entre les Etats membres, le soutien de la cause palestinienne et la libération de Jérusalem, ces deux derniers points étant au centre de la Conférence de Fès. Parmi les 42 membres de l'OIC (dont les 21 pays de la Ligue arabe) on relève l'OIC (dont les 21 pays de la Ligue arabe) on remarquait 2 absents : l'Ouganda et l'Egypte, ce dernier pays ayant fait l'objet d'une suspension par la conférence. Participaient à titre d'observateurs : le Nigeria, la communauté musulmane de Chypre ainsi que le Front Moro des Philippines. Les pays africains participants, tout en réaffirmant leur soutien à

la cause palestinienne, n'ont pas pris part au vote contre l'Egypte, car l'Organisation de l'unité arabe n'a pas encore eu l'occasion de prendre position sur cette question et ne pourra pas le faire avant le prochain sommet de l'OUA à Monrovia. Le ministre sénégalais des Affaires étrangères a toutefois précisé que les pays africains restent en faveur d'une «solution globale du problème du Proche-Orient passant par le retrait d'Israël de tous les territoires occupés et le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux». Dans son discours d'introduction, le roi Hassan II du Maroc avait, tout en lançant un appel à la «modération», affirmé que les Palestiniens étaient seuls habilités à parler en leur nom propre.

L'Arabie Saoudite avait dès le départ donné le ton

de la conférence en demandant la création d'un «comité supérieur islamique pour la libération de Jérusalem» et avait proposé que soient considérés comme ennemis des pays musulmans, tous les pays qui rétabliront des relations diplomatiques avec Israël et tous ceux qui transféreront leurs représentations diplomatiques avec Israël et tous ceux qui transféreront leurs représentations diplomatiques à Jérusalem. Par ailleurs, dans une interview accordée par le prince Fahd, vice-premier ministre saoudien, à l'occasion de sa visite à Paris, celui-ci confirme son hostilité à la paix séparée, qui «rejette le droit du peuple palestinien au retour à l'indépendance, se désintéresse (la paix) de Jérusalem». Le dirigeant saoudien a précisé que l'accord israélo-egyptien ignore l'OLP, consacre la présen-

ce sioniste dans les territoires occupés et encourage le développement des colonies de peuplement israéliennes. «Si les Etats-Unis souhaitent un règlement juste, permanent et global, ils doivent établir le dialogue direct avec l'OLP» devait-il déclarer. S'agissant de l'état des relations entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, le prince Fahd s'est défendu d'avoir une attitude hostile à l'égard de Washington. Il a émis le vœu que les Etats-Unis infléchissent leur position, celle de l'Arabie Saoudite étant dictée par «sa solidarité avec les autres pays arabes».

Quant à l'URSS, l'Arabie Saoudite n'a confirmé ni infirmé le rétablissement de relations diplomatiques avec Moscou.

Frank ROUSSEL

CENTRAFRIQUE

BOKASSA MASSACRE PLUS DE CENT JEUNES ECOLIERS ET LYCEENS

La semaine prochaine, Giscard doit rencontrer son protégé à la conférence franco-africaine

Bokassa, qui s'est couronné «empereur» de Centrafrique, est un des chefs d'Etats africains les plus proches de Giscard. Le régime sanglant de ce dictateur est soutenu directement par la France qui avait financé son couronnement en 1977. Le Trésor Français paye actuellement lui-même les fonctionnaires du pays, Bokassa ayant mis l'Etat centrafricain en faillite. Ce sont les richesses en matières premières du Centrafrique (uranium et diamants) qui expliquent l'intérêt qu'y porte Giscard.

Après la répression sanglante des manifestations populaires et étudiantes de janvier contre lesquelles Bokassa a fait intervenir ses militaires avec l'aide de l'armée zairoise, le mouvement de révolte populaire qui parcourt tout le pays n'a pas cessé. La 18 avril, Bokassa a massacré dans ses prisons des dizaines de jeunes, probablement plus de cent qui avaient manifesté leur colère en jetant des pierres sur les voitures officielles.

En principe, Bokassa doit être présent à Kigali (Rwanda) pour la conférence franco-africaine. Le régime de Bokassa est partie prenante du projet giscardien de «force interafricaine» sous direction française. Giscard qui se veut le protecteur de la sécurité de ses «amis africains» donnera-t-il le dictateur en exemple? Va-t-il rendre hommage à la «stabilité» de ce régime? L'impérialisme français aura de plus en plus de mal à justifier son soutien à de tels régimes antipopulaires qu'il défend plus contre les mouvements populaires que contre des interventions extérieures.

Communiqué de l'UNECA

Dans un communiqué, l'UNECA (Union Nationale des Etudiants Centrafricains) dénonce l'aggravation de la répression en Centrafrique depuis l'explosion populaire du 15 au 22 janvier à Bangui. L'UNECA cite l'arrestation le 8 avril de deux étudiants. Le lendemain, les étudiants ont fait grève pour protester contre ces arrestations et exiger la démission de Bokassa. Le pouvoir a répondu en faisant fermer le campus. Des réunions se sont poursuivies dans les écoles et les églises de la banlieue. Le 16 avril, le régime de Bokassa a fait cerner les quartiers populaires et les forces de répression se sont livrées à une chasse à l'étudiant. Les étudiants victimes de cette rafle ont été jetés en prison, bastonnés et torturés, y compris par Bokassa. L'UNECA estime que la répression a fait 150 morts. L'UNECA «condamne énergiquement la répression barbare et hystérique du sanguinaire Bokassa et de son maître l'impérialisme français sur les masses laborieuses centrafricaines». L'UNECA lance un appel à l'opinion publique internationale pour soutenir la lutte du peuple centrafricain et obtenir la libération des prisonniers.

Amnesty international condamne l'effroyable traitement infligé à des enfants dans l'empire centrafricain

Amnesty International, aujourd'hui 14 mai 1979, dénonce le traitement effroyable infligé à partir du 18 avril à quelque cent écoliers. Ces enfants de 8 à 16 ans avaient protesté contre l'obligation qui leur a été faite récemment de porter un uniforme dont l'achat est imposé par le gouvernement.

Depuis le début de l'année, des groupes de jeunes avaient en effet manifesté à plusieurs reprises dans la rue et jeté des cailloux sur les voitures officielles, le mois dernier sur la voiture même de l'empereur centrafricain.

Plusieurs adolescents et leurs parents avaient été arrêtés.

Le 18 avril des soldats de la garde impériale (garde personnelle de Bokassa) pénétraient dans les maisons de 4 quartiers de Bangui : quartier Malimaka, quartier Boy-Rabe, quartier Zande et quartier Nzakara. Les quelques cent enfants qu'ils y ramassèrent ont été amenés à la prison centrale Ngarangba où ils ont été entassés dans des cellules si hermétiques et si exigües qu'une vingtaine d'entre eux moururent asphyxiés. Certains enfants furent lapidés par les gardes impériaux pour les punir d'avoir jetés des pierres sur la voiture impériale ; d'autres furent frappés à coups de baïonnette, d'autres moururent sous les coups de fouet ou de bâtons plantés de clous. Probablement près de cent enfants trouvèrent ainsi la mort et furent enterrés de nuit par les gardes dans une fosse commune. Un témoin a pu dénombrer à lui seul 62 cadavres.

A la suite de cette épouvantable information émanant de plusieurs sources, Amnesty International a télégraphié sa protestation à l'empereur Bokassa et a porté le cas devant le Secrétariat International pour l'Année Internationale de l'Enfant.

Namibie - Rhodésie

LES RACISTES D'AFRIQUE DU SUD DE PLUS EN PLUS AGRESSIFS

La semaine dernière, Botha, ministre des Affaires étrangères du gouvernement raciste de Prétoria, a annoncé que l'Afrique du Sud allait reconnaître des pouvoirs législatifs à l'assemblée installée en Namibie après les élections truquées de décembre. Contrairement aux décisions de l'ONU qui souhaitait que l'accession à l'indépendance de la Namibie (occupée par l'Afrique du Sud) se fasse par des élections contrôlées par l'organisation internationale, le régime raciste a organisé en décembre des élections sous son contrôle, en maintenant son occupation militaire. L'assemblée qui en est issue, l'«alliance démocratique de Turnhalle», rassemble des colons et des fantoche. La SWAPO, mouvement de libération de la Namibie, qui mène la lutte armée et est reconnue par l'ONU a dénoncé cette mascarade électorale. En voulant mettre au pouvoir l'assemblée issue des élections truquées, l'Afrique du Sud défie les résolutions de l'ONU et affirme agressivement sa volonté de maintenir sa domination en Namibie grâce à un régime fantoche.

On peut constater une attitude similaire du régime raciste de Prétoria à l'égard de la Rhodésie (Zimbabwe). Il y a quelques

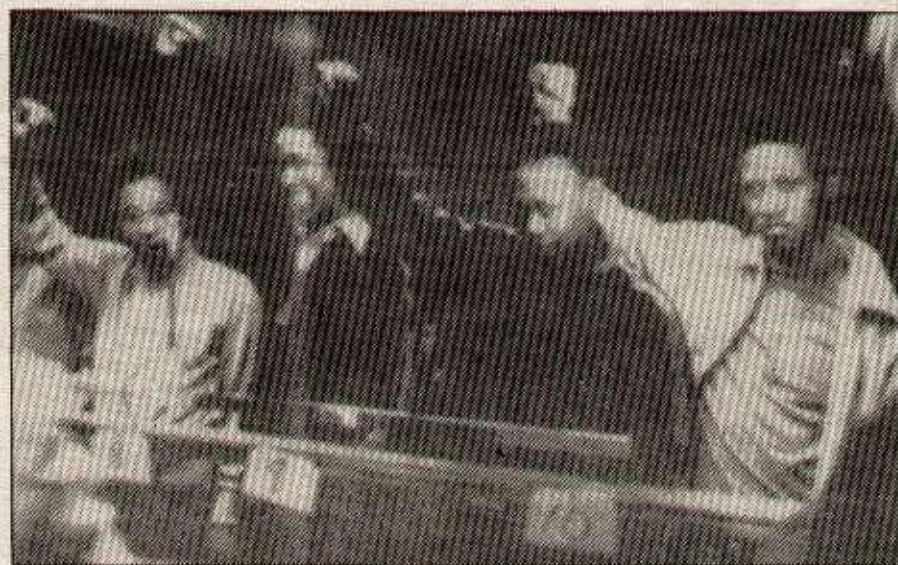
années, l'Afrique du Sud laissait comprendre qu'elle ne voulait pas lier trop étroitement son sort à celui du régime de Smith. Aujourd'hui avec la mise en avant du fantoche Muzorewa, accueillie comme «un pas dans la bonne direction par Carter» et applaudie par Thatcher qui a promis de la reconnaître, Prétoria est encouragée à intervenir directement pour soutenir contre le Front Patriotique un régime qui peut se réclamer d'une lé-

gitimité électorale et d'un soi-disant pouvoir noir. L'Afrique du Sud a accéléré récemment ses livraisons d'armes à la Rhodésie. Elle entretient une présence militaire directe aux frontières Sud du Zimbabwe. Il est probable que des pilotes sud-africains sont aux commandes des avions qui bombardent les villages des zones libérées ainsi que les camps de réfugiés en Zambie et au Mozambique.

A cet égard, les propos

récents de Botha en faveur d'une «communauté d'Afrique Australe» en disent long sur les ambitions du régime raciste qui menace directement l'ensemble des pays de la région. Il est encouragé dans son attitude agressive par le double jeu des Occidentaux qui le dénoncent en parole, mais le soutiennent par de nombreux liens économiques et financiers, se refusant à appliquer des sanctions économiques.

J.P.C.



Sechaba Daniel Montsitsi vient d'être condamné à 8 ans de prison (dont quatre avec sursis). Il était le principal inculpé dans le procès des onze étudiants noirs de Soweto accusés d'être responsables des émeutes anti-apartheid de 1976-77. Les autres accusés ont été condamnés à des peines de cinq à sept ans de prison. Ils étaient membres du conseil représentatif des étudiants de Soweto, aujourd'hui interdit. Le juge Van Dyk les a reconnus coupables de sédition.

Après la libération de Manuel Viusa L'ASILE POLITIQUE TOUJOURS MENACÉ

Après 6 semaines de prison, Manuel Viusa, accusé de complicité dans l'assassinat de l'industriel catalan Bulto a donc été libéré mercredi. Le jugement qui sera rendu le 30 mai ne fait guère de

doute : le peintre catalan ne sera pas extradé. L'avocat général aura en effet fourni la surprise de ce procès en concluant au rejet de la demande du gouvernement espagnol.

Tout au long de sa démonstration, il s'est cependant attaché à rester comme il l'a dit «sur le terrain du droit public» qui lui interdit de contester l'exactitude des faits reprochés — pourtant manifestement inventés — mais lui enjoint seulement de vérifier s'ils peuvent faire l'objet d'une extradition aux termes de la convention franco-espagnole de 1977. Du moins s'est-il efforcé de justifier sa position de cette manière : le vide du dossier espagnol était si flagrant qu'il ne pouvait pas ne pas entrer dans le fond en relevant «l'absence de preuves» le caractère de «simple déduction» de l'accusation, comme il se devait d'évoquer le passé de résistant français du peintre.

Cette prise de position facilitait bien sûr la tâche des avocats, qui n'avaient plus qu'à souligner tout le «rocambelesque» du montage policier dont est victime Manuel Viusa. Il aurait acheté des armes — comme dans un libre-service — à une manufacture d'Ulm. Celle-ci déclare «n'avoir jamais eu une quelconque maison Viusa parmi ses clients». De plus le passeport de l'intéressé établit qu'il est rentré en France l'année en question. Le seul «fait matériel» sur lequel reposent tous les chefs d'accusation n'existe donc pas.

Et ce n'est là qu'une des multiples incohérences d'un dossier qui, sur 20 pages, ne comporte que 70 lignes concernant l'accusé. Quant au caractère politique de l'affaire, c'est le gouvernement espagnol qui l'avoue lui-même en



Mercredi 9 mai, les 150 Espagnols venus soutenir Manuel Viusa sont bloqués au poste-frontière du Perthus.

mettant en cause «les préoccupations indépendantistes» de Viusa.

Le rejet de la demande d'extradition — qui ne fait guère de doute — sera le troisième que la justice française oppose au gouvernement espagnol depuis quelques mois. Il faut y voir d'abord le résultat de l'intense mobilisation réalisée côté espagnol. Les 4 cars de manifestants bloqués au Perthus par la police française faisaient la Une de la presse derrière les Pyrénées.

Ensuite, il s'agit d'un avertissement de la bourgeoisie française qui n'entend pas compromettre la façade démocratique de son appareil judiciaire dans une affaire ouvertement préfabriquée par un appareil répressif mal dégagé du franquisme.

Le juge chargé de l'affaire ne vient-il pas d'être déplacé pour avoir laissé s'échapper l'un des tueurs

d'Atocha ? Par contre, rejetée, lorsqu'elle vise avec trop de maladresse un courant politique qui a su ne pas se laisser isoler, une demande d'extradition ne pourrait-elle pas être encore plus facilement satisfaite si elle visait des militants dont le dossier aurait une apparence plus cohérente et qui ne bénéficieraient pas du même soutien large ?

Voilà bien la menace qui pèse sur l'Italien Negri et sur les Basques Goicoechea e Alpaolaza, dont le procès doit s'ouvrir plus tard.

Côté français ce n'est pas la bonne volonté qui manquera si l'on n'en juge que par le cas d'Angel Olivares, jugé le même jour que Viusa.

Angel a été appréhendé par la police française en vertu d'une demande d'extradition espagnole formulée en 1969, pour des faits politiques, amnis-

tiés depuis. Nul ne sait encore si le gouvernement espagnol le réclame toujours mais il est à la Santé depuis décembre et ne connaîtra pas son sort, avant le 30 mai !

Lui aussi doit être libéré comme doivent cesser toutes ces atteintes intolérables au droit d'asile politique.

Frédéric FERRER

PAYS BASQUE

La municipalité de Bilbao s'est prononcée en faveur du remplacement progressif des forces de police de l'Etat espagnol par «des dirigeants et des forces autonomes». Le gouvernement espagnol qualifie cette revendication «d'intolérable».

ACCIDENT DANS UN LABORATOIRE NUCLEAIRE EN RFA

Samedi dernier, à deux heures du matin, un incendie s'est déclaré dans les locaux d'un laboratoire de physique nucléaire de Munich, en République fédérale allemande. L'incendie a éclaté à proximité d'un réacteur nucléaire expérimental, et a nécessité l'intervention des secours pendant plus de dix heures, des bouteilles d'azote et d'hélium se trouvant sous la menace directe du sinistre.

Un incident aux conséquences matérielles minimes, mais qui survient au moment où le gouvernement fédéral doit prendre d'importantes décisions dans le domaine du nucléaire. Ainsi le conseil des ministres de RFA de cette semaine portera uniquement sur les problèmes

nucléaires. Une décision doit intervenir prochainement concernant le projet d'usine de retraitement de combustibles irradiés, usine dont la construction était prévue sur le site des mines de sel de Gorleben. Projet contre lequel près de cent mille personnes avaient manifesté le 1^{er} avril dernier, l'impact de l'accident de Harrisburg, aux USA, n'étant certainement pas étranger à cette démonstration de force. Celle-ci semble avoir tempéré l'ardeur des partisans du projet, il ne serait plus question maintenant d'une usine de retraitement, mais d'un simple stockage de déchets. Il est vrai que la RFA, comme de nombreux autres pays, dispose de contrats pour traiter ses déchets à La Hague...

Le conseil d'Etat annule partiellement le décret instituant les QSR

Le décret du 23 mai 1975 instituant les «quartiers de sécurité renforcée» (QSR) vient d'être partiellement annulé par le Conseil d'Etat. Le décret créait une diversification des établissements pénitentiaires recevant des condamnés à de longues peines : aux maisons centrales traditionnelles s'ajoutaient des «centrales de détention» et des «établissements ou quartiers de sécurité renforcée». Jusqu'alors cette diversification se faisait à l'intérieur même des maisons centrales, sur l'initiative du juge de l'application des peines. Désormais c'est l'administration pénitentiaire qui seule décide des affectations et les modifie éventuellement, «en fonction du comportement» des détenus.

Jugeant illégal ce nouveau type de diversification et considérant qu'il enlevait tout pouvoir au juge de l'application des peines, plusieurs organisations (C.A.P., Syndicat des Avocats de France, Mouvement d'Action Judiciaire, Syndicat de la Magistrature) demandèrent l'annulation du décret.

Par décision du 4 mai, le Conseil d'Etat a, semble-t-il, coupé la poire en deux. C'est ainsi qu'il n'a pas remis en cause le pouvoir donné à l'administration de décider de l'affectation initiale cette affectation en cours d'exécution de la peine ne peut plus être décidée par l'administration, ce pouvoir étant rendu au juge de l'application des peines.

Europe : solidarité des prolétariats et des peuples

MEETING

Dimanche 20 mai
14 h 30
Paris-Mutualité

- Pour l'unité des luttes anticapitalistes, contre le chômage et la répression
- Pour l'unité européenne contre les menaces de guerre des deux superpuissances

A l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire, du Parti Communiste Marxiste Léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

● Maigre succès pour Giscard à Mulhouse : plusieurs manifestations d'hostilité

A Mulhouse, près de 1 500 personnes se sont rassemblées à l'appel des syndicats CFDT, CGT et FEN, dans une manifestation qui manquait de combativité et de mots d'ordre. Dans le cortège se distinguaient des délégations de lycéens et d'écologistes. La dissolution se faisait place de l'Europe où eurent lieu des prises de parole de Kaspar et Marmora, respectivement de la CFDT et de la CGT.

Pour le discours de Giscard, à peine 700 personnes, dont une bonne partie ne semblait pas être des supporters, s'étaient déplacées. Les applaudissements furent timides et semblaient amplifiés. Un groupe de lycéens qui intervenait pour exprimer son mécontentement s'est fait rembarquer discrètement par les flics, et trois lycéens étaient brutalement embarqués.

Après son exhibition de Mulhouse, Giscard était ralenti lors de son passage dans Ruffach, où profs du lycée agricole et du CES distribuèrent des tracts, des ouvriers de Behr-France tendirent des banderoles, tandis que des écologistes tentaient de barrer le passage du cortège. Ils étaient repoussés par les flics qui interpellèrent un écologiste allemand.

● L'Organisation Arabe pour l'Industrialisation cessera d'exister

L'OAI n'aura plus d'existence juridique à partir du 1^{er} juillet. C'est ce qui a été annoncé lundi dans la capitale de l'Arabie saoudite. Cette décision fait suite au traité de «paix» entre l'Egypte et Israël qui est, selon l'Emir Ben Abdel Aziz, président de l'OAI, «en contradiction avec les motifs qui ont été à l'origine de la création de l'OAI et de ses objectifs». Cette décision était attendue mais redoutée par les autorités françaises. En effet, l'OAI avait conclu en mars 1978 un accord avec la France. La SNECMA, Dassault-Breguet, Thomson-CSF et Matra devaient fournir aux pays arabes des avions, des moteurs et des missiles.